

el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE : 2 F * MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

MARS 1979 - N° 3

Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie

"Ce que je fis de nouveau, écrivait Marx à Weydemeyer le 5 mars 1852, ce fut : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes".

Pour le marxisme, tout Etat est une trique. Se caractérisant par l'existence d'une *machine spéciale* - une armée et une bureaucratie - séparée de la population et née à un stade déterminé du développement de la société, il est l'aveu de sa scission en oppositions de classe inconciliables, il est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre, successivement aux mains des propriétaires fonciers esclavagistes ou féodaux, puis des capitalistes.

Bien entendu, la fiction bourgeoise voit dans l'Etat, grâce à la représentation démocratique, l'expression de la volonté de tous les citoyens et un arbitre au-dessus des classes, mais l'expérience du prolétariat, dans la lutte quotidienne comme dans ses élans émancipateurs, permet de comprendre que même la république la plus démocratique reste un instrument de domination de classe de la bourgeoisie.

Le prolétariat lui aussi a besoin du pouvoir d'Etat ; il a besoin d'une trique, d'une organisation centralisée de la violence pour réprimer la résistance inévitable et désespérée des exploités, à l'échelle aussi bien nationale qu'internationale, comme pour diriger la masse de toute la population dans la transformation socialiste de la société. Ainsi, dans sa substance, la domination politique du prolétariat est, comme celle de toute classe, une *dictature*, c'est-à-dire un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée.

Or, aujourd'hui, foisonnent les courants qui se prétendent "socialistes" ou "communistes" et qui assimilent socialisme et démocratie. Un exemple en est donné en Algérie par le PRS qui écrit : "Le socialisme, c'est la plus grande démocratie" (*El Jarida* n° 21, novembre 78) ; mais il n'est, hélas, pas seul dans son cas.

Quel sens peut avoir une telle formule pour nous, marxistes ? La première chose à remarquer, c'est que dans la mesure où la démocratie se réfère à une forme du pouvoir, à une forme de l'Etat, le communisme qui s'assigne comme but final la suppression de l'Etat, - c'est-à-dire de la violence organisée et systématique -, se fixe aussi nécessairement comme but la suppression de la démocratie. On se souvient qu'Engels critiquait le terme de "social-démocratie" justement pour cette raison qu'il alimentait une confusion sur le but du mouvement et il militait pour le terme exact de communiste pour désigner le parti de l'émancipation prolétarienne.

(suite page 3)

L'après-Boumediène en Algérie

La désignation de Chadli à la présidence de la République ne peut qu'impressionner favorablement les partenaires de l'Algérie, notamment les pays occidentaux engagés financièrement et techniquement dans son programme de développement" écrivait *Le Monde* du 2 février.

En effet, la défaite de Yahiaoui représente sans aucun doute un coup sérieux pour les partisans d'un équilibre entre les différentes factions bourgeoises et les différents impérialismes de l'Est et de l'Ouest. Quand on sait que les stalinien du PAGES ont misé sur Yahiaoui, on imagine facilement le peu d'enthousiasme qu'inspire le clan Chadli-Bouteflika aux adeptes de l'étatisation et des formes intermédiaires qui ont abouti par exemple à l'éviction - même si elle reste purement, "administrative" - des mandataires dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles. En attendant, ils peuvent toujours se gargariser du fait que Chadli vient de réaffirmer le caractère irréversible du choix pour le "socialisme"...

La victoire de Chadli a été de toute évidence favorisée par l'armée représentée au congrès du FLN par 640 officiers. Il y a quelques années, la construction de l'édifice étatique et le lancement des grands projets économiques avaient nécessité l'intervention brutale de l'armée, "seule force politique organisée du pays", tant la squelettique bourgeoisie algérienne était incapable de mener à bien ces tâches, surtout quand il fallait les affronter sous un ciel tout autre que serein.

Aujourd'hui, tout semble indiquer qu'à l'heure de l'*Infitah* (l'ouverture) économique impérative, c'est grâce à

(suite page 4)

DANS CE NUMERO

EN LANGUE FRANCAISE

- Tour d'horizon international..... 2
- Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise..... 5
- Foyers en lutte : le sabotage hypocrite des bonzes C.F.D.T..... 6
- Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb..... 7
- Ce qui distingue notre Parti..... 8
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste....13

EN LANGUE ARABE

- Iran : Pour la révolution, il faut le Parti.....16
- Extraits de la plate-forme de l'Internationale communiste (1919).....12
- Dans le Golfe aussi, la bourgeoisie attaque les travailleurs immigrés.....14

Tour d'horizon international

Pour les ayatollah, "celui qui fait la grève est un traître".

Le gouvernement Bazargan a lancé un appel à la reprise du travail pour le 17 février, soutenu par le Parti Toudeh. Si les nouvelles annoncées par la presse bourgeoise sont exactes, et s'il est vrai que la masse des ouvriers s'est finalement de nouveau dirigée vers les lieux de travail, cela n'a pas dû se faire sans réticences ni réactions, puisque, selon La Repubblica des 18-19/2/79, l'ayatollah a dû lancer : "Qui fait la grève est un traître" ! Admettons également que le voyage d'Arafat, tombé à point nommé, puisse avoir pour effet de faire rentrer dans le rang quelques groupes de moudjahidin ou de fedayin.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la liquidation de quelques généraux hais ni l'élection d'une assemblée constituante qui pourra cacher en fin de compte le fait que la hiérarchie militaire reste en place. Ce n'est pas non plus la série d'élections dont toute la savante mise en scène se met en place qui pourra soulager la classe ouvrière de l'exploitation et de la misère. Ce n'est pas la participation éventuelle de délégués des Comités de grève au prétendu "Conseil de la Révolution" qui pourra satisfaire les promesses économiques faites pendant ces longs mois et surtout garantir la liberté de mouvement durement acquise. Cela, seule la lutte indépendante de classe contre le gouvernement des bazari, capitalistes et des religieux le peut !

Chine-Vietnam : querelle de brigands !

Les bourgeois exultent ! "Encore deux pays socialistes qui se battent ! Le marxisme est bien mort" ! Laissez le marxisme tranquille, s'il vous plaît, Messieurs les bourgeois ! Le marxisme ni le socialisme n'ont rien à voir là-dedans. Ni la Chine ni le Vietnam ne sont socialistes. Ils ont fait une révolution bourgeoise, ce qui n'est déjà pas si mal, une révolution nécessaire et qui a fait avancer l'histoire. Ils ne pouvaient aller plus loin. La signification des faits actuels est que pour l'un et l'autre cette révolution est bien finie.

"Le Cambodge voulait attaquer le Vietnam" ! Tel est le prétexte officiel avec lequel le Vietnam, pays de 50 millions d'habitants, prétend justifier le brigandage que constitue son annexion du petit Cambodge dix fois moins peuplé, après avoir plusieurs fois trahi sa lutte contre l'impérialisme à cause de l'étroitesse de son propre anti-impérialisme et de son propre conservatisme bourgeois !

lisme à cause de l'étroitesse de son propre anti-impérialisme et de son propre conservatisme bourgeois !

"Le Vietnam veut attaquer la Chine" ! Tel est le prétexte officiel avec lequel la Chine, pays de 900 millions d'habitants, prétend justifier l'invasion du Vietnam 18 fois plus petit, après avoir trahi mille fois depuis Genève en 1954 sa lutte contre l'impérialisme à cause de ses étroits intérêts nationaux et désormais de son conflit avec la Russie qui porte sur la domination de la Sibérie et de l'Asie continentale.

Des deux côtés, la classe ouvrière a affaire à des guerres provoquées par la tendance expansionniste de sa bourgeoisie et à l'alignement de sa classe dominante dans les futurs camps de la guerre impérialiste pour de simples motifs de disputes sur les richesses naturelles et les populations sur lesquelles chaque bourgeoisie "a des droits".

Le coup de poing de Langson n'est pas encore la guerre. Mais il en est la préparation. Le prolétariat ne peut opposer à ces querelles de brigands que sa propre voie, celle de la lutte pour son union internationale par-dessus les frontières, et contre les justifications de tous les camps de guerre.

Dans un baigne oublié de l'impérialisme français ; émeutes à Bangui.

Des émeutes ont éclaté les 20 et 21 janvier à Bangui, dans cet Empire d'opérette qui est tellement à la botte de l'impérialisme français que son larbin local se croit obligé de sacrifier au culte de Napoléon.

Parties des lycéens en révolte qui refusaient le port obligatoire de l'uniforme, elles ont vite gagné la plèbe des bidonvilles qui aurait incendié des usines et des administrations. Devant la répression sanguinaire de la Garde personnelle de Bokassa l'armée se serait à son tour rebellée et le gouvernement a appelé Giscard au secours. C'est l'intervention des parachutistes zairois qui a évité à l'impérialisme français d'avoir à réprimer directement une émeute populaire. Entre Mobutu et Giscard : un rendu à Bangui pour un prêt au Shaba... Sans oublier que ce sont des "conseillers français" qui réorganisent l'armée zairoise plusieurs fois "démoralisée" au cours des dernières années.

CORRESPONDANCE

F. GAMBINI 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris

ABONNEMENTS

Les quatre numéros :

envois sous pli ouvert 12 FF
envois sous pli fermé 20 FF
abonnement de soutien 50 FF

REGLEMENTS

par chèque bancaire à l'ordre de F. Gambini

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

Supplément au "Prolétaire" n° 285
Responsable : F. Gambini

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie

(suite de la page 1)

Ainsi, démocratie et communisme s'opposent dès l'origine sur le but final et c'est pourquoi, dès le début, les communistes s'organisent dans un parti distinct.

Mais ceci n'empêche pas que dans la lutte politique, la démocratie ait joué un rôle révolutionnaire que le marxisme n'a pas hésité à reconnaître dans les révolutions bourgeoises classiques de l'Europe comme dans les révolutions nationales anticoloniales du "Tiers Monde".

Il était juste de revendiquer par conséquent avec les bourgeois et les petits bourgeois "progressistes", comme c'est inévitable au cours d'une révolution démocratique-bourgeoise, les fameuses "libertés" qui font partie intégrante du programme de démolition de l'ancien régime, féodal ou colonial, bien que le prolétariat avance ces revendications - dont il ne peut jamais faire un absolu, une fin en soi - avec des méthodes et des buts différents de ceux des autres classes alors au moins théoriquement révolutionnaires.

Son intérêt est que cette démolition de l'ancien ordre social soit la plus radicale possible, et ceci aurait été impossible sans la plus large participation des masses, sans le maximum de "démocratie" donc, ou si l'on veut sans le maximum de "liberté" pour reprendre le langage immédiatement compréhensible par le mouvement social arrivé à ce point de la lutte.

Surtout, si le mouvement prolétarien existe de façon indépendante, la destruction radicale de l'ordre ancien, comme ce fut le cas de la Russie en 1917, livre le pouvoir entre ses mains. Le problème n'était pas alors de savoir s'il fallait ou non conquérir la "démocratie", qui était par conséquent synonyme de "pouvoir conquis par la violence de l'insurrection populaire" mais si cette "démocratie" serait "bourgeoise" ou prolétarienne. Cela signifie que le devoir du prolétariat est de lutter, en tout état de cause, pour imposer sa solution, et donc qu'il combat la "démocratie bourgeoise", même s'il la préfère alors à l'ordre féodal ou colonial.

Mais aujourd'hui, le problème n'est plus de promouvoir une transformation dans un sens plus démocratique de l'Etat bourgeois, qui est désormais pleinement constitué. D'ailleurs comme cela se vérifie tous les jours plus clairement en réponse à la crise internationale du capitalisme et ses répercussions catastrophiques au Maghreb, loin de pouvoir être démocratisé, il se blinde tous les jours davantage, non contre l'impérialisme, déjà politiquement éliminé dans sa forme coloniale et les résidus des vieilles classes et castes, mais bien contre les luttes ouvrières et paysannes.

Il s'agit donc d'arracher avec la force de la lutte de classe, à cet Etat désormais à abattre, les droits - de grève, de réunion, d'organisation indépendante de la police et du parti officiel, etc. - que nous considérons comme des instruments indispensables à la lutte de classe du prolétariat et à son plein développement ainsi qu'à la lutte des larges masses paysannes exploitées. Il s'agit donc d'une lutte à mener contre la machine de l'Etat, qui vise à lui porter des coups et qui n'aura de plein résultat qu'avec sa destruction et l'instauration de l'Etat de la classe ouvrière, la dictature prolétarienne.

Il existe également des courants qui, tout en reconnaissant verbalement la nécessité de la dictature du prolétariat, comme les trotskystes, essaient de tempérer cette dictature par la démocratie.

Il est absolument certain que si l'on entend par "démocratie" la participation des larges masses à la gestion de l'Etat, Lénine pouvait dire à bon droit que la dictature du prolétariat réalise la plus large démocratie parce qu'elle tend, par ses organes représentatifs, les soviets, à entraîner les larges masses au travail militaire et administratif, réalisant en même temps la tendance à surmonter la séparation entre la machine de l'Etat et la population, c'est-à-dire à aller vers l'extinction de l'Etat - et donc de toute démocratie.

On pouvait aussi dire que la dictature du prolétariat est mille fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises en ce sens que la Commune et en-

core plus la révolution bolchévique prenaient pied sur un mouvement où les revendications démocratiques jouaient un rôle essentiel. Un mesure la distance parcourue depuis cette époque dans le contenu réel donné par la lutte révolutionnaire au terme de démocratie quand on songe qu'une des "revendications démocratiques" par excellence était l'armement du peuple !

Or jamais Marx ni Lénine n'ont vu dans ce qu'ils reconnaissaient comme la démocratie de la Commune de Paris ou la révolution russe une recette constitutionnelle quelconque. Jamais ils n'y ont vu une forme indépendante des objectifs de la lutte d'une classe qui ne doit justement s'arrêter à aucune forme, mais doit se donner la force de vaincre. Lénine et Trotsky ont dû combattre ceux qui glorifiaient dans la Commune de Paris le respect d'un démocratisme derrière lesquels les démocrates bavards cachaient leur manque de volonté, leur absence de décision, un respect dont ils attendaient en réalité le pardon de leurs mesures révolutionnaires par l'opinion publique bourgeoise et l'excuse de leur manque de radicalisme devant les critiques et l'impatiences du prolétariat. N'ont-ils pas, après Marx et Engels, tiré comme leçon, que ce qui manquait précisément à la Commune c'était l'assurance, la détermination, la capacité d'utiliser l'arme de la dictature sans être gênée par aucun formalisme ?

Qui se prétend marxiste doit en effet reconnaître que la dictature du prolétariat est justement une dictature, c'est-à-dire "un pouvoir qui n'est lié par aucune loi". La dictature de la bourgeoisie, elle, peut être ouverte ou masquée, ouvertement terroriste ou démocratiquement persuasive selon les périodes, bien que l'impérialisme tende à concilier et à entremêler de plus en plus les deux formes. Cette alternance de méthodes est due au fait que la bourgeoisie détient la puissance économique et peut se permettre en temps normal - si on peut dire, car toute période n'est pas révolutionnaire -, de n'avoir pas recours systématiquement aux formes extérieures de la violence ouverte si elle obtient un consensus social auquel elle travaille par le réformisme social et avec l'aide de ses agents dans la classe ouvrière.

Mais qui ne peut voir qu'à la moindre fausse note dans cette harmonie, la dictature bourgeoise montre alors son vrai visage ? Et qu'est-ce que le pouvoir du prolétariat sinon un pouvoir dans une période où la lutte des classes est poussée à son paroxysme, où l'ennemi garde encore une énorme puissance économique, des liens internationaux puissants, où il peut s'appuyer sur la force de l'habitude dans les larges couches de la population, etc., et où la terreur devient une exigence quotidienne de gouvernement ? La dictature du prolétariat est justement une dictature révolutionnaire, nécessairement ouverte.

L'alternative : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat n'est pas seulement exacte du point de vue scientifique. N'en déplaise à ceux qui jettent la confusion en prétendant qu'il ne faut pas insister sur la notion de dictature "pour des raisons pédagogiques", cette alternative prend en période révolutionnaire un sens éminemment concret et palpable qui lui vient de la meilleure pédagogie qui soit, celle de la dure réalité des faits.

Le prolétariat, qui puise son assurance et sa détermination dans la grandeur de la tâche de libération de l'humanité des conflits de classe et de toutes les oppressions, qui est liée à sa propre émancipation, n'a besoin d'aucune fiction juridique. Il fait voler en éclats les règles illusoire de la démocratie en général et prive les autres classes de tout droit politique dans ses organes de domination politique, les conseils territoriaux, les soviets qui ne sont pas des endroits à parlotes et où l'on a des comptes à rendre à la démocratie formelle - fût-elle ouvrière - mais des organes de travail révolutionnaire, d'entraînement des masses aux tâches révolutionnaires de défense de la révolution et de transformation de la société, des organes qui se sont déjà rendus capables de vaincre en se donnant cette "unité de volonté (...), de tendance et d'action" dont parlait Trotsky, une unité qui seule peut venir de l'influence prépondérante de la direction du parti communiste sur les organes de l'insurrection et du pouvoir - qui peuvent ne pas être les mêmes - parallèlement à l'élimination de l'in-

(suite page 11)

L'après-Boumediène en Algérie

(suite de la page 1)

l'intervention décisive de l'armée que la bourgeoisie algérienne a vu ses préoccupations prises en considération. Voilà un fait qui prouve, s'il en est encore besoin, que l'"armée nationale", loin d'être une excroissance au-dessus de la société, est bien un instrument au service du développement capitaliste.

Si on est en droit de parler de *tournant* à propos de la situation actuelle et à venir en Algérie, on ne peut cependant l'assimiler à cette "sadatisation" qui horrifie littéralement les staliniens et les progressistes de tout poil. En effet, la réalité complexe à laquelle on assiste aujourd'hui est loin de se prêter à cette interprétation pour le moins schématique suivant laquelle il y aurait un affrontement entre, d'une part, les partisans du secteur d'Etat (les "Boumediénistes" soutenus par les staliniens) et, d'autre part, les adeptes d'une privatisation complète de l'économie qui bénéficieraient de la sympathie des libéraux et même des ultras-musulmans.

Pour saisir les facteurs qui poussent irrésistiblement à ce tournant, il faut plutôt se pencher sur la dynamique du développement capitaliste en Algérie ces dernières années. Cela nous permettra également d'ailleurs de saisir les limites dans lesquelles sera circonscrite l'"ouverture" économique en cours.

En effet, la nécessité de ce tournant s'est faite progressivement sentir au fur et à mesure que l'Algérie s'engageait plus amplement dans ses projets économiques. Plus elle se développait, plus la bourgeoisie algérienne assistait complaisamment à l'aggravation de sa dépendance financière et technologique vis-à-vis des impérialismes occidentaux.

On sait que les prétentions de la bourgeoisie algérienne à l'"introversion" que lui garantirait son "modèle de développement indépendant" ont bénéficié d'une certaine crédibilité lorsque l'Algérie se prévalait de s'être débarrassée de la dépendance vis-à-vis de l'ancienne métropole puis qu'en 1972 la RFA avait déjà supplanté la France comme premier client de l'Algérie.

Mais le fait d'en finir avec la dépendance vis-à-vis de la France sur le plan des échanges commerciaux ne signifie pas pour autant que l'Algérie se trouve à l'abri de la pression financière et technologique de Paris. Sans parler de l'immigration... Ajoutons à cela la place de premier choix qui risque d'échoir à la France dans la grande redistribution des cartes qui semble aujourd'hui s'opérer avec les Etats Unis en Afrique et particulièrement au Maghreb.

Déjà en 1971, la dette extérieure de l'Algérie est passée à 13,3 milliards de dinars, alors qu'elle ne s'élevait qu'à 9 milliards en 1970. Plus du tiers des investissements de 1971 était constitué par l'"aide étrangère", évaluée à 2,5 milliards DA. Les prêts en euro-devises passent de 120 millions de dollars en 1971 à 1.350 millions en 1973. Depuis cette date la dette extérieure effectivement déboursée a pratiquement triplé. Elle s'explique par le déficit croissant des échanges extérieurs (en 1977, la balance des paiements s'est soldée par un déficit de 283 millions DTS). Les transferts de fonds, essentiellement dus aux ouvriers émigrés, ont sensiblement baissé (26,4%) (la crise internationale du capitalisme n'y est pas pour rien !). En 1975, la hausse mondiale des cours de certains produits alimentaires a obligé l'Etat à quadrupler, par rapport à 1973, ses dépenses en biens de consommation importés.

Dans un rapport secret sur l'économie algérienne, les experts du FMI remarquent que "dans les années à venir, sauf amélioration rapide du déficit annuel, le besoin de capitaux étrangers augmentera dans la mesure où les réserves officielles devraient être maintenues à un niveau qui couvre convenablement les importations" (cité dans *Jeune Afrique*, n° 642 du 24/1/79).

Du point de vue de la gestion économique, les choses n'ont pas l'air de se porter mieux. Les usines algériennes tournent à... 15% de leurs capacités dans le meilleur des cas. Ce n'est pas un hasard si le FMI se plaint du fait qu'"en dépit de l'augmentation substantielle de l'investissement et de l'emploi dans l'industrie pendant les dernières années, il ne semble pas y avoir eu d'augmentation sou-

tenue de la productivité du travail" (*idem*).

Dans ces conditions, quelle aurait pu être la marge de manoeuvre de Yahiaoui ? Tout au plus, il aurait enveloppé - sinon retardé, grâce notamment aux pétro-dollars de Kadhafi - le processus d'"ouverture" économique d'un verbiage beaucoup plus "socialisant" qui aurait permis aux bureaucrates du FLN et aux administrateurs locaux de s'adapter mieux aux exigences de la nouvelle phase, d'ailleurs inaugurée par Boumediène lui-même quand il a appelé dans un de ses derniers discours à un peu plus de "rigueur dans la gestion".

Mais il est tout aussi vrai que des hommes d'affaires comme Chadli et Bouteflika seront plus sensibles au fameux cri poussé par les technocrates made in USA et autres qui pullulent dans les sociétés nationales : *Efficaicité d'abord !* Quand on sait que ce cri dissimule à peine dans la réalité l'aversion de ces nouveaux bourgeois algériens pour les bureaucrates du FLN et des soi-disant "organisations de masse", on comprend aisément le sens du duel qui opposa Yahiaoui à Chadli-Bouteflika !

Dans la mesure où il ne s'agit pas aujourd'hui de dénationaliser, comme ce fut le cas de la "sadatisation" en Egypte, les nouveaux dirigeants n'auront donc pas à réviser grand chose dans le programme de leur prédécesseur. Dans le secteur autogéré, Boumediène n'a-t-il pas été, sur tout depuis la réforme de 1975, un fervent défenseur de la décentralisation ?

Pour ce qui est de la commercialisation des produits agricoles, les mandataires n'ont, en réalité, jamais perdu espoir. Boumediène n'a jamais pensé nationaliser leurs moyens de transport. Il semble actuellement qu'en plusieurs endroits les CAPCS (coopératives de commercialisation) cèdent déjà leurs prérogatives à des intermédiaires privés. Pour la généraliser, les dirigeants algériens n'ont qu'à officialiser cette tendance. D'ailleurs, les paysans accueilleront sans aucun doute une pareille mesure avec joie. Chadli va-t-il rater l'occasion, lui qui est également, "fils de fellah", de s'assurer la sympathie des masses paysannes qui ne souhaiteraient pas mieux que de se débarrasser du poids bureaucratique de la tutelle des officines de commercialisation ?

Sur le plan de l'Infitah économique, au lieu d'emprunter des capitaux et de payer l'assistance occidentale, les dirigeants algériens vont sans aucun doute encourager la participation des sociétés étrangères à leurs projets économiques. Mais ils ne feront ici que continuer une tendance déjà largement entamée sous le règne de Boumediène où cette association du capital d'Etat et du capital étranger est devenue de règle dans les réalisations économiques d'envergure. A titre d'exemple, notons : ALCOCEAN, association 50/50 de la Sonatrach avec la société française GAZOCEAN, pour l'organisation du transport du GNL aux USA, etc.

A ceux qui s'écrieront dans quelques temps : Halte à la "déboumediénisation" !, nous répondons par avance en citant le code des investissements de 1966 : "L'Etat n'exclut pas l'éventualité d'associer le capital privé dans les investissements : certains de ces investissements imposeront un très gros effort financier, car ils nécessiteront un choix technologique qui se place dans la perspective d'une rentabilité atteignant le niveau mondial de la compétition. Dans ce cas, l'apport des capitaux étrangers, lui-même lié à l'apport d'une technologie de pointe et à l'ouverture de marchés extérieurs, ne sera point négligeable".

Pour imprimer la rigueur nécessaire à l'appareil de production, les nouveaux dirigeants disposent de ce joyau irremplaçable qu'est le statut du travailleur. Dans l'article 125, on peut lire que "le salaire de poste augmente ou diminue avec le rendement individuel dans les limites fixées par le décret". L'article 170 reconnaît que "lorsque des raisons économiques valables le justifient, l'organisme employeur peut procéder à une compression d'effectifs", tant dis que les articles 182-183 considèrent la grève comme un délit passible de peines prévues dans le code pénal.

(Suite page 13)

Soutenez la presse du parti ! souscrivez !

Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise

L'approfondissement de la crise économique et sociale du capitalisme suscite nécessairement la lutte de la classe ouvrière pour la défense de ses conditions de vie et de travail. La bourgeoisie ne peut répondre évidemment qu'en blâmant toujours plus son appareil d'Etat et en accentuant le poids politique et physique qu'elle fait peser sur le prolétariat et les masses exploitées.

L'exemple de la Tunisie est à cet égard particulièrement éloquent. La condamnation récente de centaines de militants ouvriers - et même des bureaucrates de l'UGIT - ; l'institution du "service civil" et du système de l'"affectation individuelle" qui visent à militariser une partie de la classe ouvrière ; la répression quotidienne qui s'abat sur les usines, les quartiers et les villages ; le sort des syndicalistes détenus, dont plusieurs sont morts à la suite des sévices subis, tout cela appelle avec force à clarifier l'attitude que la classe ouvrière doit prendre vis-à-vis de la répression bourgeoise.

La répression bourgeoise est organiquement liée au mode de production capitaliste qui la secrète car la perpétuation de celui-ci ne peut se fonder que sur la base des antagonismes d'intérêts entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante. Mais il est évident que cette répression ne prend toute son ampleur qu'au moment où la crise pousse les larges masses à réagir violemment aux conséquences catastrophiques du capitalisme.

C'est pour conjurer le spectre d'un nouveau soulèvement ouvrier que la bourgeoisie tunisienne, sous la protection de l'impérialisme français, s'est mise, avec un acharnement et une barbarie sans précédent, à démanteler les réseaux organisatifs élémentaires que les ouvriers ont tissés malgré et contre la bureaucratie de H. Achour.

La défense des victimes de la répression bourgeoise se présente par conséquent comme une défense des conditions de la lutte prolétarienne. C'est pourquoi nous posons la question immédiate et vitale de la lutte en vue d'arracher les ouvriers et les syndicalistes détenus des griffes de la bourgeoisie, même si une bonne partie d'entre eux ont des positions politiques que nous n'avons jamais cessé et ne cesserons de combattre, notamment celles ayant trait aux illusions sur la démocratie, la légalité, le cas des bureaucraties à l'Achour étant à l'évidence un cas limite. Si le prolétariat a quelque chose à revendiquer à leur égard, c'est précisément d'avoir à régler lui-même ses comptes avec ces traîtres et ces ennemis de classe qui ont prétendu mener la lutte ouvrière et l'ont en fait livrée à l'ennemi.

Tout autre est le problème que certains soulèvent en Algérie en ce qui concerne Ben Bella. En effet, est-il possible de dire que la raison pour laquelle ce dernier a été mis au secret à quelque chose à voir de près ou de loin avec une lutte, ne disons pas ouvrière, mais même "populaire" contre l'Etat ? Bien au contraire, non seulement Ben Bella a marché avec Boumediène contre les chômeurs (Oran 1964), les ouvriers en lutte (Alger 1962-63) et les paysans pauvres (Kabylie et Aurès en 1963), mais la raison de son arrestation ne tient qu'à son incapacité désormais condamnable à mettre la population au travail.

Mais revenons au cas de ceux qui ont été faits prisonniers au cours de la lutte de classe, c'est-à-dire à ceux que la bourgeoisie réprime parce qu'ils se sont trouvés à un moment ou à un autre dans le sillage d'un mouvement de lutte réelle exprimant la tendance inévitable de la classe ouvrière à résister à la pression du capitalisme aggravée naturellement par sa crise internationale.

Il est évident que le besoin de la solidarité urgente avec ces camarades ressort avant tout de la situation particulière qui est la leur. La bourgeoisie les maintient dans l'isolement le plus complet, afin de les couper de la lutte de leurs frères de classe. Mais il serait faux de ne voir que cet aspect du problème. En effet, la répression bourgeoise vise tout aussi bien ceux qui sont emprisonnés que ceux qui sont restés dehors. Si elle tend à paralyser les premiers, elle cherche également à intimider les autres et c'est le plus important pour elle, ne serait-ce que parce qu'elle continuera ainsi à les exploiter sans difficultés.

De là apparaît le besoin primordial de briser le mur du silence imposé par la bourgeoisie justement pour briser les uns et décourager les autres. La liaison étroite qui existe entre ces deux aspects d'une même question montre clairement comment la lutte pour la défense des victimes de la répression bourgeoise est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière. On ne peut donc répondre aux besoins de la solidarité avec les prisonniers de la lutte de classe qu'en se plaçant sur le terrain de cette lutte et en menant la lutte de défense avec les principes de la lutte prolétarienne de classe.

Certes, la lutte de défense de nos frères emprisonnés ne peut exclure l'utilisation de pratiques juridiques qui ne sortent pas du terrain bourgeois, comme par exemple le recours à des avocats ou même parfois à la négation des faits reprochés devant les tribunaux. Mais cela ne peut et ne doit jamais faire l'objet de propagande ou d'agitation de la part des communistes révolutionnaires pour la bonne raison que ceux-ci combattent justement l'illusion mortelle qu'entretenaient les bourgeois parmi les prolétaires suivant laquelle il peut y avoir dans le cadre du capitalisme un "procès loyal" qui serait l'acte d'une "justice souveraine au-dessus des classes" et non un épisode de la guerre sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Vouloir défendre nos frères emprisonnés sur le terrain de la démocratie, avec les forces de la démocratie, c'est-à-dire le marais interclassiste et petit-bourgeois et ses méthodes couardes, veules et impuissantes - sous le prétexte de mobiliser plus de soutien - c'est insulter ceux qui continuent derrière les barreaux à crier leur haine pour la bourgeoisie. Qu'on se rappelle le comportement et le courage physique et politique de nos camarades ouvriers au procès de Sousse qui n'ont pas caché leurs convictions classistes et qui ont ainsi honoré leur classe. Qu'on se souvienne encore des révolutionnaires marocains qui ont osé au procès de Casablanca crier face à leurs bourreaux : "Vive le droit du peuple sahraoui à l'auto-détermination !", revendiquant ainsi hautement ce qu'on leur reprochait, et qui est de plus une condition de l'unité du prolétariat maghrébin.

Parce que la solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise est partie intégrante de la lutte de défense prolétarienne, elle doit être ouverte à tous les ouvriers qui manifestent la volonté de défendre leurs camarades emprisonnés, quelles que soient leurs positions idéologiques ou leur appartenance politique ou syndicale. Cantonner la solidarité sur un terrain purement démocratique en revendiquant par exemple "l'abrogation des lois anti-constitutionnelles (la loi de 1959 sur les associations, le nouveau code de la presse de 1975, la loi de 1967 limitant le droit de grève...)", (voir bulletin n° 23-Juin 77 du Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie), ou plutôt sous prétexte qu'elles seraient "anti-constitutionnelles", et donc en présentant la Constitution comme quelque chose à défendre ne fait qu'entretenir parmi les masses la pire des mystifications bourgeoises, celle de la légalité, et aboutit en fin de compte à cette illusion mortelle suivant laquelle l'Etat ne serait plus une "bande armée" au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

D'autre part, le fait de se placer du point de vue de la "lutte pour la démocratie" non seulement ne signifie aucune pression de nature à faire reculer l'Etat bourgeois, mais représente un préalable politique qui éloigne nécessairement de la lutte de défense les travailleurs révolutionnaires qui veulent détruire l'Etat et non le réformer ou même les travailleurs combatifs qui refusent de se prêter à ce triste jeu qui consiste à "lutter" pour faire appliquer la Constitution.

L'autre préalable qu'il s'agit de bannir, afin de renforcer la lutte, est celui qui est fondé sur le critère de nationalité. "Les travailleurs immigrés tunisiens, partie intégrante du peuple tunisien, soutiennent fermement la résistance de leurs frères et camarades syndicalistes en Tunisie" (tract de l'UITIT à l'occasion de la commémoration du 26 Janvier). Une telle conception qui fait abstraction du

40.000 RESIDENTS DES FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES EN FRANCE EN GREVE TOTALE DES LOYERS

Le sabotage hypocrite des bonzes C.F.D.T.

"On ne peut que se réjouir de la présence de l'URP-CFDT qui marque une réelle solidarité à la lutte, et déplorer l'absence de la CGT". C'est ainsi que l'organe des CTA, *La voix des travailleurs algériens*, commentait dans son dernier numéro de Janvier, la participation de l'URP-CFDT à la manifestation à laquelle avait appelé le Comité de Coordination des foyers en lutte le 18 Novembre à Paris.

En réalité, la direction confédérale CFDT a pris des positions parfaitement claires contre la lutte sur des points essentiels.

En premier lieu, le refus de reconnaître le Comité de Coordination, c'est-à-dire les délégués élus par les grévistes, comme seul représentant des résidents en lutte et seul capable de négocier en leur nom sur la base de leur plateforme revendicative commune.

Exposant ses divergences avec le Comité de Coordination, la direction CFDT donne plusieurs arguments. D'abord, une position de principe qui guide la "stratégie de l'organisation" : "La CFDT ne peut seulement avoir un rôle de soutien lorsqu'il s'agit d'actions engagées par des travailleurs, mais se veut être partie prenante des décisions d'élaboration de l'action" (URP-CFDT, Secteur Immigrés, note sur l'action des foyers Sonacotra, 22-4-77). Ensuite, une différence fondamentale d'orientation avec lui : "Or des difficultés sont vite apparues avec le Comité de Coordination dont les positions sur la démocratie, le rôle des organisations syndicales dans le conflit, le caractère "autonome" de la lutte, étaient éloignées des positions CFDT" (URP-CFDT, Le point sur les problèmes de la Sonacotra, 22-4-77).

La critique d'une revendication d' "action "autonome" spécifique" par les délégués n'est qu'un prétexte : comment accuser des travailleurs immigrés d'éprouver une certaine méfiance vis-à-vis des organisations politiques et syndicales françaises alors qu'ils ont été complètement abandonnés par elles jusqu'au moment où ils se sont révoltés contre leurs conditions d'exploitation et d'oppression, "spécifiques" d'un certain point de vue, alors que ces mêmes organisations non seulement ne luttent pas contre les discriminations qui les frappent mais ont manœuvré dès le début pour diviser la lutte, alors que ces travailleurs ont toujours trouvé ces organisations contre leur lutte d'émancipation coloniale dans leurs pays d'origine ?

En réalité, c'est l'orientation de plus en plus classiste du Comité de Coordination que la CFDT condamne en l'accusant de "l'isolement où se trouvent plongés les foyers de résidents au travers de l'action menée par le Comité de Coordination" (note de l'URP du 22-4-77 citée). Comme la CGT, elle critique "l'orientation gauchiste suivie par le Comité de Coordination (...) qui dans la conduite de la grève va se traduire par une bataille jusqu'au boutiste, sans concession, sans tactique de négociation partielle, va par une incompréhension de la bataille unitaire vis-à-vis des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, et en dérivant vers la simple dénonciation du PCF et de la CGT,

isoler les résidents en lutte du mouvement ouvrier organisé" (URP-CFDT, note sur l'action des foyers, 22-4-77).

Et voilà le fin mot de la "stratégie" énoncée plus haut : alors que le syndicat devrait être une organisation ouverte à tous les travailleurs combattant pour leurs intérêts économiques immédiats quelle que soit leur opinion politique, religieuse ou philosophique, le courant réformiste proche du PS qui dirige la CFDT veut imposer aux travailleurs ses méthodes pacifistes, capitulardes, de collaboration avec le patronat, il veut leur imposer sa politique de concertation, sans quoi il leur ferme la porte et l'appui de l'organisation. Fermer l'organisation syndicale à la politique de classe, l'ouvrir à la politique réformiste bourgeoise, liquidatrice des luttes, voilà l'objectif de ces dirigeants syndicaux. Ainsi la condition que la CFDT pose avant tout soutien à la lutte des foyers, c'est tout simplement de... diriger la lutte, soi-disant avec, mais en réalité à la place des résidents pour imposer ses propres objectifs politiques. Soumettre le déroulement de la lutte à "l'importance d'une démarche unitaire vis-à-vis du PCF et de la CGT", n'est-ce pas paralyser la force de la lutte en attendant que les bonzes maîtres es-tapis vert parviennent à faire reprendre les paiements contre quelque aumône ?

Sur d'autres points essentiels, la CFDT a pris nettement position contre la lutte : elle a été, comme la CGT, un élément moteur pour la mise en place de la réforme des aides au logement (APL et ATL) modulées en fonction des revenus des résidents pour les diviser. Elle a accepté, comme la CGT, la participation à la Commission Delmon créée pour casser la lutte.

Les efforts faits actuellement par la Confédération CFDT pour se rapprocher de la lutte des foyers ne traduisent pas un revirement de la direction sous la poussée de la base. La preuve : le compte-rendu mensonger attribuant à la CFDT la manifestation du 18 Novembre (voir El Oumami n° 2), la position de principe de la CFDT sur l'exigence de négociations avec les directions syndicales et non le seul Comité de Coordination, entre autres... S'il est probable qu'à la base de la CFDT grandit le rayonnement de la lutte, il est certain que l'attitude de la direction confédérale n'est que démagogie et manœuvres de récupération de la lutte. La présence de l'URP-CFDT à la manifestation du 18 n'avait-elle pas pour objectif, aux dires des bureaucrates, "un pas de plus dans la reconnaissance par les immigrés de la CFDT comme leur syndicat" (*Métaux-Paris*, n° II/c) ?

Pour les militants qui ont des responsabilités syndicales, la condition d'un travail sérieux et utile à la lutte de classe ne réside pas dans la tentative illusoire d'influencer l'appareil, mais dans l'utilisation de cette responsabilité pour instruire les travailleurs de leurs intérêts de classe, de leurs responsabilités vis-à-vis des luttes des autres catégories. Ce travail, il est impossible de le faire à la longue sans se heurter à la bureaucratie syndicale, et c'est à cela qu'il faut se préparer et préparer

(suite page 7)

LA CLASSE OUVRIERE EST INTERNATIONALE!

• **NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION!**
-liberté totale de circulation pour les travailleurs!
-abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'intégration familiale!

• **NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS!**
-renouvellement automatique des cartes de séjour!
-régularisation des sans-papiers!
-répatriement de classe aux actions policières et aux crimes racistes!

• **DROITS EGALX POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!**
-suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide au chômage!
-abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France!

parti communiste international (le prolétaire)

" La commission sur l'émigration et l'immigration du congrès de Stuttgart vit, elle aussi, apparaître de manière très nette des dimensions entre opportunistes et révolutionnaires, les premiers s'étant mis en tête l'idée de restreindre les droits des ouvriers des pays arriérés d'émigrer (en particulier de Chine et du Japon). L'esprit de corporatisme borné, l'exclusivisme trade-unioniste, l'emportement chez de telles gens sur leur compréhension des tâches du socialisme; travail d'éducation et d'organisation des couches du prolétariat qui ne prennent pas encore part au mouvement ouvrier. Mais le congrès repoussa toutes les invites à suivre cette voie. Même en commission, les partisans d'une telle limitation de la liberté d'émigrer restèrent totalement isolés, et la résolution du congrès réaffirma le principe de la solidarité dans la lutte de classe des ouvriers de tous les pays". (Le congrès socialiste international de Stuttgart, Lénine, Oeuvres, tome I3, p.90).

الطبقة العاملة

• **لا لمراقبة الهجرة!**
الحرية التامة في التنقل للعامل!
الغاء كل الاجراءات التمييزية والرهيبية في مجالات الدخول والاقامة والعمل والهجرة العائلية!

• **لا للابعاد والطرود!**
تبوية اوضاع الغير حاصلين على اوراق!
التجديد الاتوماتيكي لبطاقات الاقامة!

• **الحد الطبقى على الامتيازات المولسبة والحرام المنصبة!**

• **حقوق متساوية لجميع العمال!**
ازالة كل تمييز في التنقل والعمل والسكن والمدرسة وفي مساعدة العاطلين عن العمل!
الغاء التمييزات التي تحيد حق الاجتماع والتنظيم للاجانب في فرنسا!

الحرب الطبقي الاممي الاول

Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb !

TUNISIE

Le 4 décembre dernier, les mineurs de la région de Met-laoui ont exigé que cette journée internationale des mineurs soit chômée et payée. L'administration a refusé et a par contre organisé une réception, avec whisky et crevettes, en l'honneur des ingénieurs et cadres. Ne pouvant avaler sans réagir le cynisme des patrons, les mineurs ont envahi la salle de réception. C'est alors que les patrons ont appelé à leur secours les gardes. Plusieurs travailleurs ont été arrêtés à la suite de ces incidents, puis relâchés. Néanmoins, il semble que plusieurs d'entre eux vont prochainement passer devant des tribunaux de droit commun.

Le 7 décembre, les mineurs de "Kef Chafir" (mine ouverte) ont entamé une grève pour exiger des augmentations de salaires. En effet, il y a environ 30 ouvriers qui ont récemment commencé à utiliser des machines, sans pour autant voir leurs salaires augmenter. Les grévistes revendiquaient également pour les primes de panier, de salissure et de climat. L'administration a envoyé les bonzes du syndicat. Mais les mineurs ont reçu "comme il faut" le secrétaire général, Hadj Ali Djelloul !

L'appareil du syndicat à la solde du gouvernement continue de faire la chasse aux délégués ouvriers qui constituent dans certains endroits un véritable réseau syndical parallèle auxquels les ouvriers ont recours pour défendre leurs intérêts. C'est ainsi qu'au port, la section professionnelle a convoqué les délégués ouvriers pour faire pression sur eux en vue d'acheter les cartes d'adhésion au PSD. Face au refus obstiné des délégués ouvriers de jouer le jeu, le syndicat a dissous la commission de délégués.

MAROC

Au début de janvier, quelque 10.000 cheminots ont fait grève. Ils réclamaient une augmentation de salaires de 15%, alors que les autorités ne voulaient accorder que 5%. Au douzième jour de la grève, l'armée a pris en main les opérations de transfert du phosphate des mines de Khouribga et Youssoufi vers les ports de Safi et Casablanca.

Le 30 janvier, les 3500 dockers de Casablanca se sont mis à leur tour en grève illimitée. L'ensemble du trafic portuaire de la capitale économique s'est trouvé paralysé. Cette grève a duré une semaine. Les dockers entendaient faire pression pour obtenir la satisfaction de leurs revendications salariales.

Par ailleurs, début février, 60.000 enseignants ont observé une grève générale de trois jours. Le syndicat a vite fait bien sûr de canaliser le mécontentement vers des orientations qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs : "Pour un enseignement arabe, démocratique et homogène", etc. Notons que les enseignants réclamaient notamment la libération de leurs collègues jetés dans les prisons. Des grèves de lycéens et d'étudiants ont également eu lieu contre la répression.

Après la grève qui a secoué l'aviation civile, les 4.000 ouvriers des mines de charbon de Jerada (Oujda) ont entamé une grève à la fin de janvier. Notons par ailleurs, que c'est la troisième fois, au cours de ces dernières semaines, que les travailleurs du Bureau de Recherches et de Participation Minières (2.000) entrent en grève le 20 février.

ALGERIE

Début février, les travailleurs des ateliers Terrin à Alger (secteur de la métallurgie) ont entamé une grève illimitée. La raison en est que plusieurs d'entre eux n'ont pas été payés depuis ... six mois ! Le syndicat officiel se cache évidemment derrière le fait qu'il s'agit d'ateliers appartenant à des privés qui "foulent aux pieds les principes de la charte nationale" ! Les travailleurs, pour leur part, n'ont pas attendu l'intervention de l'Etat-providence pour entrer dans la lutte afin d'arracher leurs salaires.

La crise internationale ne manque pas d'avoir des répercussions catastrophiques en Algérie. Nous citerons un exemple qui a, par ailleurs, permis de dévoiler la nature bourgeoise de l'Etat. Le 11 octobre dernier, l'entreprise "La Constantinoise des produits alimentaires" a fermé ses portes en prétextant au départ la panne d'un four et en invoquant ensuite l'absence de pièces de rechange. Les travailleurs (pour la plupart des femmes) se sont retrouvés dans la rue sans aucune garantie. Notons qu'auparavant les patrons n'avaient pas versé la quote-part due aux oeuvres sociales prévue pourtant par la législation dans le secteur privé (2,5% de la masse salariale globale). Le syndicat n'a pas trouvé mieux que d'aller recourir à l'inspection du travail, laquelle a, avec tout le sérieux requis (!) convoqué les deux parties (patronat et travailleurs). Les patrons ne se sont même pas présentés, ils sont évidemment sûrs de leur force. C'est alors que l'inspection du travail a déclaré que "la décision de fermeture unilatérale est nulle et de nul effet" (sic !). Devant la menace d'occupation des locaux par les travailleurs, les patrons ont transféré le matériel dans des lieux inconnus. Le syndicat s'indigne hypocritement du fait que les patrons n'appliquent pas la "charte nationale" ! En attendant, les travailleurs sont au chômage. La leçon à tirer est qu'ils ne doivent justement compter que sur la force que constitue leur union dans la lutte contre les patrons !

Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb !

Le sabotage hypocrite des bonzes C.F.D.T.

(suite de la page 6)

les ouvriers pour qu'ils puissent sortir de cet affrontement renforcés dans leur certitude et leur volonté de classe.

Il est juste que des sections syndicales prennent position contre la confédération, il est juste que les travailleurs s'appuient sur cette opposition à la centrale pour développer la lutte. La lutte n'a rien à attendre de la direction confédérale C.F.D.T. qui a définitivement et de façon irréversible choisi le camp de la bourgeoisie, tout comme celle de la C.G.T. Demander aux militants de base de la pousser à soutenir la lutte n'aurait donc aucun sens, sinon le triste rôle de renforcer les illusions que veut jeter la direction C.F.D.T. elle-même. C'est au contraire dans cette opposition d'une partie de la base contre le réformisme et le sabotage de la centrale que se trouve la possibilité d'une jonction entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés, la possibilité d'établir des liens de solidarité active avec les travailleurs organisés.

Lecteurs habitant en France mais surtout dans les pays du Maghreb, où la circulation de l'information est difficile, donnez les nouvelles de la vie et des luttes de notre classe ! Devenez correspondants du bulletin !

Sordides marchandages

Dans la rubrique "indiscrétions" de La Lettre de l'Expansion du 29/1/79, on peut lire sous le titre "ETRANGE MARCHANDAGE" : "Contre la troisième tranche d'Arzew à Technip la prolongation des certificats de résidence pour 350.000 Algériens. La réalité de ce troc semble aujourd'hui établie".

Cela en dit évidemment long sur les tractations qui se font entre la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie "nationale" algérienne. Mais l'essentiel est que toutes les mesures que peuvent prendre les différentes bourgeoisies ne peuvent qu'accentuer davantage la division des rangs ouvriers. C'est pourquoi nous insistons pour notre part sur l'indispensable riposte collective de la classe ouvrière face à l'attaque bourgeoise car le capitalisme préfère frapper isolément chaque catégorie de prolétaires pour éviter justement d'avoir affaire aux réactions de toute la classe en même temps.

Ce qui distingue notre Parti

Chaque numéro de nos publications porte le cartouche suivant :

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Ces formules synthétiques donnent une orientation ; elles ne prétendent pas l'illustrer. Cependant, un trait distinctif de notre mouvement saute immédiatement aux yeux du lecteur : pour nous, contrairement à toute la myriade des "actualisateurs" du marxisme, il existe une ligne continue, inchangée et immuable qui définit le Parti communiste. C'est que, précisément, le Parti dépasse et surmonte les hauts et les bas, les reculs et les avancées, les rares mais glorieuses victoires et les nombreuses et catastrophiques défaites de la classe ouvrière sur le chemin difficile de sa lutte d'émancipation. C'est même uniquement grâce à la permanence ininterrompue de cette ligne que le prolétariat existe en tant que classe : elle ne reflète pas en effet la position temporaire et souvent contradictoire du prolétariat à tel ou tel stade de son chemin, dans l'espace et dans le temps, mais la direction qu'il doit nécessairement prendre en partant de sa situation de classe exploitée et subalterne, pour arriver à celle de classe dominante, puis, au communisme. De ce chemin, dont le mode de production capitaliste crée lui-même les conditions matérielles, mais qui ne tombe pas du ciel et qui doit être parcouru jusqu'au bout en luttant, la doctrine marxiste connaît les phases nécessaires et les moyens indispensables, comme elle en connaît le but ultime.

C'est pourquoi, paraphrasant un texte célèbre de Marx, Lénine dit que *n'est pas marxiste celui qui ne pousse pas la reconnaissance de la lutte de classe jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat comme produit nécessaire de cette lutte et comme point de passage obligatoire vers la suppression de toutes les classes et la société sans classes*.

Se limiter à reconnaître la lutte de classe et l'antagonisme d'intérêts entre le capital et le travail signifie en effet enregistrer un fait brut, à savoir ce que le prolétariat est dans la société bourgeoise ; mais c'est exclure ce que le déterminisme historique lui-même oblige le prolétariat à devenir pour se libérer de l'exploitation à laquelle il est condamné par les rapports capitalistes de production : l'arme de la destruction violente du pouvoir d'Etat bourgeois qui protège et défend ce système de rapports, l'arme de l'instauration de sa propre dictature, "phase politique de transition", selon Marx, dans le processus de "transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société communiste". Cela signifie accepter l'état de sujétion qui est celui du prolétariat dans le cadre de la société bourgeoise même lorsqu'il lutte pour la défense de ses intérêts immédiats contre le joug du capital. Cela signifie lui dénier cette tâche historique de libérateur de l'humanité en même temps que de lui-même qui, seule, fait de lui une classe, celle qui "fera naître une nouvelle société".

Cette ligne qui unit le passé et le présent de la classe ouvrière à son avenir n'est rien d'autre que la théorie, le programme, les principes du communisme révolutionnaire, et elle se conserve inchangée par-delà les vicissitudes de la lutte entre les classes en tant qu'elle s'incarne dans un parti qui la fait siennes sans réserves, dans une organisation qui la défend, combat pour elle, et la traduit en acte. C'est pour cela que Marx écrit dans le Manifeste du Parti communiste que *les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe*

ouvrière, mais dans le mouvement présent ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement".

Et comme le prolétariat "n'a pas de patrie" et poursuit en tant que classe des buts qui dépassent toutes les limites de catégorie, de localité, d'entreprise, d'atelier, etc., ce qui distingue les communistes, ajoute Marx, c'est que *"d'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et sont communs à tout le prolétariat ; d'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité"*.

C'est cet ensemble de postulats qui distingue les communistes : c'est lui qui interdit de considérer comme des communistes ceux qui renient le caractère international du but vers lequel tend le mouvement prolétarien et de la lutte pour atteindre ce but ; ceux qui nient que ce but et cette lutte coïncident avec les intérêts du mouvement dans sa totalité et de son avenir ; ceux qui renient la nécessité de la révolution violente et de la dictature du prolétariat comme voie de passage obligatoire vers le socialisme ; ceux qui renient le caractère indispensable du parti, armé de cette unique science qu'est le marxisme, en tant qu'organe de cette lutte gigantesque. Aucun maillon de cette chaîne ne peut être brisé sans que la chaîne entière ne se brise et que le prolétariat ne tombe dans une acceptation résignée de sa situation de classe exploitée pour l'éternité.

Telle est la doctrine qui est née d'un seul bloc il y a un siècle et demi, et fut codifiée par Marx et Engels dans des textes où, il n'y a rien à ajouter ni à mettre à jour". Lénine n'a fait que la rétablir dans son intégralité contre la trahison social-démocrate, contre toute capitulation devant le "présent" et toute renonciation à l'"avenir" du mouvement prolétarien, contre toute subordination de ses buts et de ses intérêts d'ensemble à de prétendus buts et intérêts immédiats et nationaux, contre tout abandon des principes de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de son exercice au moyen de la dictature, au profit des voies prétendument plus sûres et moins difficiles du gradualisme légaliste, démocratique et parlementaire.

Les communistes ont lutté non seulement pour maintenir intacte cette ligne contre les pressions matérielles, politiques, idéologiques de la société bourgeoise, mais pour traverser toujours plus clairement ses traits essentiels à travers les terribles mais salutaires confirmations de l'histoire, pour organiser autour de ce fil rouge, en le renouant quand il était brisé, les avant-gardes combattives de la classe ouvrière et monter à l'assaut des forteresses des Etats capitalistes. Ce combat fut mené à la fois sur le plan de la doctrine, du programme, de la politique, de la tactique et de l'organisation, car les communistes ne sont pas les apôtres d'un nouveau "credo" ou des ascètes dans l'attente du Messie, mais les militants d'une gigantesque guerre sociale.

Tel fut le combat de Marx et Engels au sein de la Ière Internationale pour détruire le proudhonisme qui refusait la lutte revendicative, les grèves et l'organisation économique du prolétariat ; le bakouninisme qui refusait le parti et la dictature qu'il exerce centralement au nom de la classe ouvrière et dans son intérêt ; le "crétinisme parlementaire" qui s'était infiltré dans les rangs du prolétariat à partir du milieu social ambiant.

Tel fut le combat de Lénine contre le populisme, l'économisme, le légalisme, le menchévisme en Russie ; et, à l'échelle internationale, d'abord contre le révisionnisme social-démocrate à la Bernstein et ensuite contre la capitulation devant la guerre impérialiste, combat mené non seulement pour le refus des crédits de guerre et de la trêve

sociale pendant le conflit, mais aussi pour le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Tel fut le combat mené pour vaincre toutes les hésitations, les inerties attentistes et légalistes, les atomements dus au respect des "règles du jeu démocratique", et pour conquérir de façon dictatoriale le pouvoir dans la lumière éclatante d'Octobre 1917 - en jetant ainsi dans le même temps les bases de l'Internationale Communiste enfin reconstituée.

"L'Internationale Communiste se donne pour but de combattre par tous les moyens, y compris par la lutte armée, pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de l'Etat" proclamèrent solennellement les communistes de tous les pays réunis à Moscou en juillet 1920, en reprenant et en réaffirmant la "ligne qui va de Marx à Lénine". "L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. (...) La guerre impérialiste a étroitement lié les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus ce que disaient les statuts de la Ière Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais une tâche internationale. (...) L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association des travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Celle-ci doit vraiment représenter, dans les faits, un parti communiste unitaire du monde entier dont les partis agissant dans les différents pays ne sont que les sections. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible".

Telle est la ligne qui va de Marx à Lénine et à la fondation de l'Internationale Communiste : elle refuse tout droit de cité en son sein à ceux qui rejettent la dictature du prolétariat comme seule voie au socialisme, aux partisans des voies nationales pour l'émancipation de la classe laborieuse.

C'est sur cette ligne que s'est constitué en janvier 1921 le Parti Communiste d'Italie dont le programme synthétise le patrimoine théorique, programmatique et tactique du communisme :

"1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

"2. Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

"3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

"4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti politique de classe.

Le Parti communiste, groupant dans ses rangs la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Le Parti a pour rôle de répandre dans les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

"5. La guerre mondiale a été causée par les contradictions internes incurables du régime capitaliste qui ont engendré l'impérialisme moderne. Elle a ouvert une crise dans laquelle la société capitaliste va se désagréger et où la lutte de classe ne peut aboutir qu'à un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des différents Etats bourgeois.

"6. Après le renversement du pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant les organismes représentatifs de l'Etat sur la seule classe productive et en privant la bourgeoisie de tout droit politique.

"7. La forme de représentation politique dans l'Etat prolétarien est le système des conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en vigueur dans la Révolution russe, commencement de la Révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable d'une dictature du prolétariat.

"8. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

"9. Seul l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

"10. Cette transformation de l'économie et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale aura pour effet, une fois éliminée la division de la société en classes, d'éliminer aussi peu à peu la nécessité de l'Etat politique, dont l'appareil se réduira progressivement à celui de l'administration rationnelle des activités humaines."

Rempart et détachement avancé de la révolution prolétarienne mondiale, le pouvoir bolchevik en Russie reposait cependant sur une base économique terriblement arriérée et, dans une proportion écrasante, précapitaliste. La stratégie communiste consista donc à travailler pour forger dans les différents pays l'instrument indispensable de la révolution prolétarienne, le Parti de classe, et pour réunir autour de lui l'avant-garde décisive d'un prolétariat qui, dans le monde entier mais surtout en Europe occidentale et en général dans les aires de capitalisme avancé, était sorti du carnage mondial et du chaos d'après-guerre animé d'une magnifique volonté de lutte et d'un esprit d'abnégation indomptable. Elle savait que seule la victoire de la révolution dans les pays développés et en premier lieu en Allemagne permettrait à la Russie bolchévique d'avancer économiquement vers le socialisme en conservant solidement et sans partage le pouvoir politique et de brûler les étapes du pas sage pénible d'une économie prébourgeoise, surtout à la campagne, jusqu'à la limite extrême du capitalisme d'Etat.

Armés de la doctrine marxiste rétablie sur ses fondements par le parti de Lénine, solidement ancrés dans la discipline internationale et dans sa centralisation rigoureuse, ces partis devaient tirer leur stratégie, avec la raison même de leur existence, de la reconnaissance du fait que les partis réformistes, ceux que Lénine appelait les "partis ouvriers-bourgeois", comme la social-démocratie dans toutes ses variantes, étaient désormais obligés de jouer dans la dynamique sociale un rôle contre-révolutionnaire. Cela découlait irrévérablement des buts qu'ils s'étaient fixés en rampant avec les principes de base du marxisme, et donc de leur intégration plus ou moins directe dans les Etats bourgeois.

Le drame du prolétariat mondial dans le premier après-guerre, c'est qu'au gigantesque effort des bolcheviks pour contrôler et dominer les forces bourgeoises et petites-bourgeoises naissant du sous-sol économique et social russe et pour étendre au monde entier l'incendie révolutionnaire, ne correspondit pas un processus de formation organique et rigoureuse des Partis communistes dans l'aire cruciale de l'Europe pleinement capitaliste. Les traditions démocratiques, parlementaires, légalistes, pesaient trop sur le mouvement ouvrier occidental. Notre courant fut le dernier à rejeter sur la direction de l'Internationale la responsabilité d'un cours historique qui avait son origine dans le monde bourgeois pourri d'Occident. Mais la direction de l'Internationale n'eut pas toujours clairement conscience du fait que la rigueur avec laquelle Lénine et son parti avaient lutté pendant vingt ans contre l'opportunisme, et la détermina-

Ce qui distingue notre Parti

(suite de la page 9)

tion avec laquelle ils avaient conquis le pouvoir en excluant non seulement les partis ouvertement bourgeois, mais aussi les partis ouvriers de type conciliateur, devaient trouver une application *encore plus stricte et conséquente* là où la révolution bourgeoise était désormais un fait accompli depuis un demi-siècle et plus.

Alors qu'il était urgent de procéder à une rigoureuse sélection dans les vieux partis socialistes, on fut trop accommodant dans les adhésions en pensant (idée généreuse, mais qui se révéla erronée) que les débris du passé pouvaient être consumés dans l'incendie allumé à Saint-Petersbourg et à Moscou. Pour permettre à la classe ouvrière de se défendre également de façon efficace dans la contre-révolution bourgeoise en habit fasciste et, si possible, de passer à la contre-attaque, il aurait fallu élaborer d'urgence une tactique bien délimitée qui, rassemblant les prolétaires autour du parti révolutionnaire marxiste sur le terrain de la défense des conditions de vie et de travail dans le cadre de la société bourgeoise, les arracherait non seulement à l'influence du réformisme mais aussi à l'illusion que ceux qui avaient abandonné la ligne "qui va de Marx à Lénine et à l'Internationale Communiste" pouvaient être récupérés pour la cause de la révolution prolétarienne. Au contraire, on lança des mots d'ordre mal définis qui, *contre les intentions des bolcheviks et malgré eux*, laissaient la porte ouverte à cette illusion, et d'autant plus s'ils étaient adoptés par de vieux chevaux de retour du réformisme ou même du social-chauvinisme accourus autour du drapeau de l'Internationale : mot d'ordre du "front unique" laissant, parce qu'insuffisamment délimité, la porte ouverte à des interprétations oscillantes et même contradictoires ; "gouvernement ouvrier" présenté tantôt comme un "synonyme de la dictature du prolétariat", tantôt comme une voie différente, voire parlementaire, au pouvoir et ainsi de suite jusqu'à une "bolchévisation" qui dénaturait les partis communistes et risquait d'en faire des espèces de partis travaillistes, en effaçant peu à peu la ligne de démarcation si nette à l'origine - entre les partis communistes et les partis et mouvements paysans dans les pays capitalistes d'une part, et entre les partis et mouvements nationaux-révolutionnaires dans les colonies d'autre part, ce qui prélevait à la catastrophique réédition en Chine de l'histoire menchévique de la "révolution par étapes" ; l'effacement des limites du parti et la subordination du prolétariat à la bourgeoisie chinoise opérée par la politique de Front national (sous la forme de l'adhésion au Kuo Min tang) eut pour conséquences, à l'heure de l'affrontement historiquement inévitable avec le parti national, l'écrasement sanglant du prolétariat *impréparé* et son élimination de la scène politique pour une période qui dure encore, ainsi que la limitation de la révolution chinoise à un horizon démocratique et bourgeois.

Ce fut aussi à cause de ce relâchement progressif des mailles de l'organisation et de la tactique qu'au lieu de contrôler et de diriger le processus de décantation des partis communistes issus du socialisme traditionnel, l'Internationale finit par être *conditionnée* par des partis occidentaux qui n'avaient de communiste que le nom. Le résultat fut désastreux d'un double point de vue : la perspective de la révolution mondiale à brève échéance s'éloigna au lieu de se rapprocher et, parallèlement, les forces sociales bourgeoises qui faisaient pression sur la dictature bolchévique de l'intérieur de la Russie et surtout de l'extérieur se renforcèrent au point de balayer le parti qui avait été le magnifique instrument de direction de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile. Le stalinisme fut l'expression de ce bouleversement dans les rapports de forces entre les classes à l'échelle mondiale. Il devait massacrer la Vieille Garde pour avancer sans encombre sur la voie de l'accumulation capitaliste. Il devait, avant cela même, camoufler son rôle contre-révolutionnaire derrière le drapeau du "socialisme dans un seul pays", cette théorie qui est à l'origine des voies "nationales, pacifiques et démocratiques" au socialisme. Candidat à la succession de la social-démocratie, le stalinisme appela enfin les prolétaires de tous les pays à s'entre-massacrer sur les fronts du second conflit impérialiste.

C'est pourquoi la ligne qui va de Marx à Lénine et à la constitution de la IIIème Internationale et à ses premières années d'éclat se prolonge pour nous dans le combat de la Gauche italienne contre les premières manifestations d'un danger opportuniste au sein du Komintern (danger seulement au début, cruelle réalité matériellement déterminée plus tard), et dans le combat, mené en 1926 parallèlement à

l'opposition russe, contre le stalinisme qui allait se rendre maître de l'Etat soviétique et de l'Internationale de Lénine.

Cyniquement camouflé entre 1928 et 1932 sous un vernis de "gauche", le stalinisme a été responsable du désarmement politique et organisationnel du prolétariat face à l'offensive nazie et fasciste. Il a été responsable de son désarmement - cette fois vis-à-vis de la démocratie, et sous prétexte de "lutte contre le fascisme" - avec les fronts populaires en France et surtout en Espagne, où le stalinisme éteignit les flammes renaissantes de la lutte de classe au nom de la défense du régime républicain et au moyen de la coalition gouvernementale avec les partis bourgeois et opportunistes. Il a été responsable de l'adhésion au second massacre mondial sous le drapeau de la liberté et de la patrie, de l'entrée des partis "communistes" dans des fronts qui n'étaient plus seulement populaires, mais qui étaient des fronts d'union nationale issus de la Résistance, de la participation de ces partis à des gouvernements chargés de la Reconstruction après la guerre, enfin de leur renonciation logique à la dictature du prolétariat et à l'internationalisme même sur le plan formel, de leur candidature ouverte au sauvetage de l'économie nationale en crise et des institutions démocratiques agonisantes. La subordination du mouvement prolétarien des métropoles aux exigences des Etats impérialistes respectifs eut pour contrepartie le tragique isolement des mouvements d'émancipation dans les colonies - le stalinisme participa même, comme ce fut le cas en France, à leur dénonciation et à leur répression - et la subordination par Moscou des mouvements les plus radicaux aux partis les plus modérés et les plus prêts aux compromis avec l'impérialisme et les vieilles classes.

C'est pourquoi la ligne qui relie Marx et Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste, au combat de la Gauche contre la dégénérescence de l'Internationale, puis contre le stalinisme, est inséparable pour nous du combat historique contre les fronts populaires, les fronts de guerre, les fronts nationaux et tous leurs dérivés, jusqu'aux manifestations les plus récentes d'un opportunisme dont la virulence n'a pas eu d'équivalent, même dans les origines sanglantes de la vieille social-démocratie allemande. Elle est inséparable de la dénonciation tant du cours par essence fasciste, fût-ce sous l'habit démocratique, de l'impérialisme capitaliste dont Washington est le centre, que du faux socialisme régnant à Moscou ou à Pékin, "socialisme" basé sur la production de marchandises, le travail salarié et toutes les autres catégories économiques bourgeoises.

La reprise du fil rouge de la doctrine, du programme, des principes, de la tactique, des méthodes d'organisation du communisme révolutionnaire impose pour nous le retour à la vision mondiale de l'Internationale Communiste dans les années de sa fondation, complétée dans la partie organisationnelle par le bilan apporté par les cinquante dernières années, qui confirme le combat tenace de la Gauche. C'est ce que notre parti s'est appliqué à faire au cours de ce second après-guerre, mais surtout après 1952, dans une longue série de textes aujourd'hui rassemblés dans le volume *Défense de la continuité du programme communiste*.

Il n'y a pas de point de rencontre possible entre démocratie et communisme. Il n'existe pas de voie pour l'émancipation du prolétariat différente de celle qui, en dehors des institutions officielles bourgeoises démocratiques ou fascistes et contre elles, préparent déjà dans le présent la révolution prolétarienne. Cette préparation exclut, même comme moyen d'agitation, le recours aux tribunes électorales et, pire encore, parlementaires, au moins en ce qui concerne les pays de capitalisme sénile et de vieille démocratie.

Elle se fait, d'une part, à travers la participation constante aux luttes immédiates de la classe ouvrière pour la défense de ses conditions de vie, de travail et de lutte, et à travers l'élargissement, le renforcement et le développement de ces luttes sur des bases et avec des moyens classistes. Cela signifie, pour les aires où le cycle révolutionnaire bourgeois n'est pas encore terminé, que la lutte pour des objectifs momentanément communs avec d'autres classes contre l'impérialisme et les vieilles classes et castes doit être menée en aiguisant parmi les prolétaires le sentiment que ces objectifs ne sont pas des buts en soi, mais

(suite page 11)

Ce qui distingue notre Parti

(suite de la page 10)

que la lutte pour les atteindre doit être menée en toute indépendance de classe et de la façon la plus radicale possible, afin de hâter l'éclosion des modernes antagonismes de classe et d'approcher l'heure de la révolution socialiste, en liaison avec le prolétariat mondial, dans la perspective toujours valable de la révolution en permanence, tracée par le marxisme pour l'Allemagne de 1848 et qui reçut un début d'application victorieuse dans la révolution russe. Elle se fait, d'autre part, à travers la propagande incessante du but ultime du mouvement prolétarien, par rapport auquel la lutte revendicative est une école de guerre (mais seulement une école), à condition que cette lutte soit menée de façon conséquente et sans jamais oublier ou masquer ses limites ; à travers l'organisation autour du parti des couches de prolétaires qui instinctivement se placent sur le terrain de la lutte de classe ouverte et l'organisation dans le parti de la minorité de prolétaires ayant pris conscience des voies et des moyens indispensables pour la victoire finale ; à travers le renforcement des organisations immédiates qui naissent de la lutte économique et syndicale par réaction contre la trahison des centrales syndicales et qui contiennent également en germe des potentialités de développement dans un sens politique ; enfin, à travers le combat au sein des syndicats existants dans la perspective (qu'on ne peut ni exclure ni tenir pour certaine) de les reconquérir non seulement à la tradition rouge, mais aussi à la direction communiste, dans des situations aujourd'hui lointaines de très haute tension sociale.

Il n'y a pas de place sur cette voie ni pour l'illusion spontanéiste, toujours renaissante malheureusement, d'une révolution et d'une dictature du prolétariat non préparées et non dirigées par le parti. Il n'y a pas davantage de place pour l'illusion trotskyste d'une crise fatale du

capitalisme qui n'aurait besoin que de la secousse provoquée par une avant-garde organisée pour s'effondrer à travers l'étape intermédiaire de "gouvernements ouvriers" composés de partis dont on suppose, bien qu'ils soient passés avec armes et bagages à la contre-révolution, qu'ils pourraient être régénérés grâce à la poussée des masses en ébullition et à l'habileté manoeuvrière communiste, comme pourraient être récupérés pour la cause du prolétariat révolutionnaire les "Etats ouvriers dégénérés" comme l'U.R.S.S., la Chine, Cuba ou autres. Si, dans le spontanéisme ouvrier, on voit renaître un adversaire séculaire du marxisme, dans l'illusion "trotskyste" (un adjectif dont Trotsky, en dépit de ses erreurs, serait aujourd'hui le premier à rougir) renaissent, terriblement aggravées, les erreurs tactiques de l'Internationale décadente, et, sur de telles bases, ces déviations de principe par rapport à la saine doctrine qui seules peuvent expliquer que certains prennent les nationalisations dans l'industrie et la planification économique, en soi, pour du socialisme.

Le prolétariat a aujourd'hui plus que jamais besoin de clarté : sur les buts, les voies, les moyens de son émancipation. C'est à ce travail de clarification que nous nous consacrons, sans arrogance mais sans hésitation, conscients que nous sommes de marcher "petit groupe compact sur un chemin ardu", mais fidèles à la leçon de Lénine, décidés à combattre "non seulement le marais, mais aussi ceux qui s'y dirigent".

C'est ce qu'exige la tâche difficile de "restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste".

De la dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie

(suite de la page 3)

fluence de tous les autres partis, dans toutes les phases qui précèdent l'insurrection.

La garantie de la victoire révolutionnaire, les communistes la trouvent non pas dans le respect de règles constitutionnelles, mais dans le parti qui seul peut cimenter les énergies prolétariennes en une force unique, capable de discipline, d'organisation, d'audace révolutionnaire, une force pour la constitution de laquelle le démocratisme a toujours été combattu comme un dissolvant et un poison dangereux. Tous ceux qui mettent en avant dans la dictature du prolétariat de prétendues règles idéales de fonctionnement, au lieu d'insister sur la nécessité de mesures dictatoriales, terroristes, autoritaires, audacieuses et... anti-démocratiques par excellence, ceux-là font de la dictature une phrase creuse, et tôt ou tard, comme les Kautsky d'hier et les staliniens d'aujourd'hui, ils devront la renier ouvertement.

le prolétaire

Moisuel parti communiste international (programme communiste)

N° 284

- Après l'insurrection en Iran : Pour la Révolution il faut le Parti !
- Dans la sidérurgie : Les signes de colère ouvrière provoquent le front uni bourgeois-réformiste
- Chine-Vietnam : querelle de brigands !
- L' "extrême gauche" et l'Indochine
- Dans les chasses gardées de l'impérialisme français
- Nationalistes, xénophobes et autres chauvins
- Le PS partisan du contrôle de l'immigration
- Pour les ayatollahs : "Qui fait la grève est un traître"

Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise

(suite de la page 5)

caractère international de la classe ouvrière ne peut que déboucher sur les pratiques chauvines qui sont l'envers de la démocratie "en général" et qui ont cours dans les Comités de Défense des victimes de la répression en Tunisie. C'est ainsi qu'on ouvre les comités à tous les démocrates et "progressistes" sans se soucier des positions et des méthodes carrément anti-prolétariennes qu'ils véhiculent et qu'on les ferme en même temps aux ... ouvriers "étrangers"!

Cependant il est clair que notre critique ne doit nullement aller jusqu'à donner comme base de la solidarité une plate-forme de parti, même si aujourd'hui se pose en même temps la question de mettre en oeuvre une véritable solidarité avec nos camarades emprisonnés d'une part et de lutter pour l'organisation de classe indépendante, d'autre part, ce qui suppose la critique impitoyable de l'orientation démocratique et interclassiste. Bien au contraire, la base de la solidarité doit être la volonté de défendre ses camarades, car c'est seulement sur cette base pratique que peut naître une organisation réelle, pourvu évidemment qu'elle soit reliée à une orientation juste.

Il s'ensuit de là plusieurs conséquences. La première est que les communistes ne peuvent se discipliner à des organismes entièrement déliés de la lutte prolétarienne et qui ne manifestent aucune *vie de classe* ou qui ne se proposent pas explicitement de l'animer. Ils ne peuvent alors qu'y intervenir localement en tant qu'opposants, à la manière dont on utilise une tribune d'où montrer le sens de la solidarité de la classe et ses conditions.

Il en va autrement dans les organismes qui reflètent ou partent d'un besoin prolétarien, même si c'est de façon insuffisante ou si une orientation fautive y règne. Il est nécessaire alors de prendre appui sur les besoins réels pour contrer l'orientation officielle. Nous aurons donc à lutter pour que la solidarité rompe avec les méthodes impuissantes et empoigne les armes spécifiques du prolétariat en montrant par la propagande et dans les faits que c'est sur le seul terrain classiste qu'on arrivera à défendre efficacement nos camarades emprisonnés et à faire de cette lutte de défense un épisode de la guerre sociale où se forge notre union combattante indispensable pour la lutte finale de demain en vue d'abattre le capitalisme.

مقتطفات من القاعدة التأسيسية للاممية الشيوعية (1919)

الاستيلاء على السلطة السياسية

ان الشيوعية تولد حاليا على انقاض المجتمع الرأسمالي ، ولن يسمح التاريخ بمخرج آخر للإنسانية . والانتهازيون ، برغبتهم تاخير التحول الاشتراكي عن طريق مطالبتهم الطوباوية بترهيم الاقتصاد الرأسمالي ، لا يفعلون سوى تأجيل حل الازمة وخلق خطر خراب كمي . بينما تظهر الثورة الشيوعية بالنسبة للقوى الانتاجية الحقيقية في المجتمع ، بالنسبة للبروليتاريا - ومعها بالنسبة للمجتمع كله - كأفضل واطمن وسيلة للخلاص .

لا تقود ديكتاتورية البروليتاريا الى أى اقتسام لوسائل الانتاج والنقل . وعلى العكس ، فمهمتها هي في تحقيق أكبر تركيز للوسائل وادارة كامل الانتاج وفق خطة واحدة . (. . .)

وفي نفس الوقت الذي تنزع فيه ملكية المعامل والمناجم والأراضي الخ . . . على البروليتاريا ان تقضي نهائيا على استغلال السكان من قبل الرأسماليين مالكيي البنايات ، وتسلم المساكن الكبرى الى السوفيئات العمالية المحلية ، وتتيح للسكان العاملين الإقامة في الشقق البروجوازية الخ . . .

في مجرى ذلك التحول الهائل ، يجب على سلطة السوفيئات ان تسيّد ، من جهة ، جهازا حكوميا ضخما ، متزايد المركزية هي حيث شكله ، ومن جهة اخرى ، ان تدعو فئات متزايدة الاتساع من الشعب الشغيل الى القيام بمهام التوجيه المباشر .

طريق النصر

ان الشروط التمهيديّة التي لا بد منها لذلك النضال الظاهري : القطيعة ليس فقط مع الخدام العباشرين لرأس المال وجليدى الثورة الشيوعية ، - الذين يمثلهم حاليا الاشتراكون - الديمقراطيون اليمينيون - بل ايضا القطيعة مع الوسيط (مجموعة كاتسكي) ، الذى يتخلى ، في اللحظة الحاسمة ، عن البروليتاريا ويتحالف مع اعدائها الصريحين . (. . .)

والأممية التي ستظهر قدرة على اخضاع الصالح السماع بالوطنية لصالح الثورة العالمية ، ستحقق بذلك تكاتف بروليتاريسي مختلف البلدان - بينما لا تكون البروليتاريا قادرة على بناء مجتمع جديد دون ذلك العون المتبادل الاقتصادى وغيره . - ومن ناحية اخرى ، بعكس الأممية الاشتراكية الصغرى ، سوف تدعم الأممية البروليتارية والشيوعية شعوب المستعمرات المظطهدة في نضالها ضد الامبريالية ، من اجل الاسراع بالانتهاز النهائي للنظام الامبريالي العالمي .

يجب على البروليتاريا ان تدافع عن نفسها في جميع الأحوال . والاممية الشيوعية تدعو البروليتاريا العالمية الى ذلك النضال الحاسم . سلاحا ضد سلاح ، قوة ضد قوة ، لتسقط سوءامرة رأس المال الامبريالية عاشت جمهورية سوفيئات السوفيئات البروليتاريين الاممية

ما يميّز به حزبنا

المطالبة بالخط الذى ينطلق من ماركن الى لينين ، والى تأسيس الاممية الشيوعية ، و الحزب الشيوعي لاياليا (ليفورن 1921)

نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الاممية ضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد ، ضد الثورة المضادة الستالينية ، رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة المهمة الصعبة الماثلة في ترميم المنهج والتنظيم الثوريين ، كل ذلك بالارتباط مع الطبقة العاملة و ضد السياسة الشخصية والانتخابية .

ان استيلاء البروليتاريا على السلطة السياسية يعني تدمير السلطة السياسية البروجوازية . فالجهاز الحكومي بجيشه الرأسمالي ، الموضوع تحت قيادة مجموعة من الضباط البروجوازيين والمرترقة ، وشروطه ودركه ، وسجانيه وقضائه وخوارنتسه وموظفيه الخ . . . يشكل بين يدي البروجوازية اقوى اداة للحكم . فالاستيلاء على السلطة الحكومية لا يمكن ان يقتصر على تغيير الاشخاص في تشكيل الوزارات ، بل يجب ان يعني القضاء على جهاز دولة غريب ، والاستيلاء على القوة الحقيقية ، ونزع سلاح البروجوازية وهيئة الضباط المضادين للثورة و فرق الحرس الابيض ، وتسليم البروليتاريا والجنود الثوريين والحرس الاحمر العمالي ، وخلق جميع القضاة البروجوازيين وتنظيم المحاكم البروليتارية ، وتدمير الوظيفة الرجعية ، وانشاء اجهرة الادارة البروليتارية الجديدة . ان انتصار البروليتاريا يضمن تفكيك الساطة العدو وتنظيم السلطة البروليتارية ، وهو يجب ان يعني خراب جهاز الدولة البروجوازي وانشاء جهاز الدولة البروليتاري . ولا تستطيع البروليتاريا ، الا بعد الانتصار الكامل ، عندما تكون قد حطمت نهائيا مقاومة البروجوازية ، ان تجبر خصومها القدامى على خدمتها بشكل مفيد ، تجرهم تدريجيا تحت رقابتها ، في عملية بناء الشيوعية .

ديمقراطية وديكتاتورية

تمثل دولة البروليتاريا ، ككل دولة ، جهازا للقهر . وهذا الجهاز موجه الان ضد اعداء الطبقة العاملة . ورسالتها هي تحطيم مقاومة المستغلين وجعلها مستحيلة ، هو لا ، الذين يستعملون في صراعهم اليائس جميع الوسائل من اجل خنق الثورة بشكل دموي . وتخلق ديكتاتورية البروليتاريا ، من جهة اخرى ، وضعا انتقاليا يجعلها للطبقة العاملة ، الطبقة الحاكمة رسميا .

فبالقدر الذى يتم فيه تحطيم مقاومة البروجوازية ، يجرى نزع ملكيتها ، وتتحول الى مجموع من الشخيلة ، فتختفي ديكتاتورية البروليتاريا وتتطفي الدولة ومعها تنتهي الطبقات الاجتماعية .

ان ما يدعى بالديمقراطية اي الديمقراطية البروجوازية ، ليست سوى ديكتاتورية البروجوازية متلبسة ب الارادة الشعبية التي طالما تم تمجيدها ، وما هي الا وهم مخلوق مثل وحدة الشعب . والواقع انه توجد طبقات يستحيل التوفيق بين مصالحها المتناقضة . وما ان البروجوازية ليست سوى اقلية ضئيلة ، فهي تستخدم هذا الوهم ، تلك الارادة الشعبية المزعومة من اجل تثبيت سيطرتها على الطبقة العاملة بظلال العبارات الجميلة ، ومن اجل ان تفرض عليها ارادة طبقتها . وبالعكس فالبروليتاريا التي تشكل غالبية السكان ، تستخدم طبا قوة منظماتها الجماهيرية وسوفيئاتها من اجل الاسراع بالانتقال نحو مجتمع شيوعي دون طبقات .

ان جوهر الديمقراطية البروجوازية يمكن في اعترافها الشكلي المحض بالحقوق والجنات ، وعلى وجه الدقة ، تلك التي لا تستطيع البروليتاريا وانصاف البروليتاريين نوالها بسبب افتقاد الموارد المادية ، بينما لدى البروجوازية كبل الامكانيات لتستفيد من تلك الموارد المادية ومن صحافتها وتنظيمها لتكذب على الشعب وتخدع ، وبالعكس ، فجوهر نظام السوفيئات ، - هذا النمط الجديد من السلطة الحكومية - يقوم على اكساب البروليتاريا لامكانية تأمين حقوقها وحرمانها بالفعل (. . .) .

ان الديمقراطية البروجوازية بنظامها البرلماني ، لا تعطي السلطة للجماهير الا بالقول . فتتظلماتها معدة كليا عن السلطة الفعلية وعن الادارة الفعلية للبلاد (. . .) .

ولا يمكن الوصول الى تحسين ظروف العمال الا عندما تستولي البروليتاريا نفسها على الانتاج . فمن اجل رفع القوى الانتاجية للاقتصاد ، وتحطيم ، باقصى سرعة ، مقاومة البروجوازية التي تطيل احتضار المجتمع القديم خالقة بذلك خطر خراب كامل للحياة الاقتصادية ، فان على ديكتاتورية البروليتاريا ان تحقق نزع ملكية البروجوازية الكبرى وطبقة النبلاء ، وتجعل من وسائل الانتاج والنقل ملكية جماعية للدولسة البروليتارية

Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

Au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Copenhague en août-septembre 1910, le 8 mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme journée internationale des femmes prolétaires : il s'agissait donc d'une "fête" analogue au 1er mai. Et, comme le 1er mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prise au piège et 129 périrent carbonisées.

Par la suite, le 8 mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 mars 1917 (le 23 février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Voici ce qu'en dit Trotsky, dans son Histoire de la Révolution russe :

"En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de base (...) et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres - les travailleurs du textile, au nombre desquels, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes fut, ce jour-là, d'environ 90.000 (...). Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain (...). La "Journée des femmes" avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes".

L'importance de l'apport des femmes à la révolution est confirmée par la Pravda du 18 mars, qui apporte ce témoignage :

"Les femmes étaient plus que jamais combattives, et pas seulement les travailleuses, mais aussi les masses de femmes qui faisaient la queue pour le pain ou le pétrole. Elles organisèrent des meetings, se réunirent dans la rue et se dirigèrent vers la Douma municipale, pour demander du pain ; elles arrêtèrent les tramways : "descendez, camarades !" criaient-elles ; elles allèrent ainsi devant les usines et les bureaux et firent cesser le travail. Ce fut dans l'ensemble une journée resplendissante, et la température révolutionnaire commença dès lors à monter."

Le 19 mars, poursuit la Pravda :

"Les femmes descendirent les premières dans les rues de Pétersbourg. Bien plus, à Moscou, ce sont elles qui décidèrent dans bien des cas du sort de la troupe. Elles entrèrent dans les casernes et convainquirent les soldats de passer du côté de la révolution. Aux temps désolés de la guerre, les femmes avaient enduré d'inimaginables souffrances. Affligées par le départ des leurs au front, préoccupées par les enfants qui souffraient de la faim, les femmes ne cédèrent pas au désespoir. Elles brandirent le drapeau de la révolution".

Le 8 mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne ; il est indissolublement lié à des épisodes inoubliables de la lutte de classe.

o o o

Aujourd'hui, après la tempête contre-révolutionnaire qui a détruit le parti révolutionnaire international du prolétariat et, en même temps, toutes les traditions prolétariennes, le caractère prolétarien et communiste du 8 mars

est obscurci et déformé.

Depuis des années et des années, les Unions de Femmes liées aux partis bourgeois comme le FLN, dans lesquelles les staliniens occupent souvent des postes de direction, fêtent cette journée au nom du progrès social dont nous jouissons, au nom des "conquêtes obtenues" et des lois approuvées au Parlement. Non pas journée de lutte mais de distractions, soirées dansantes, fêtes d'enfants, projections de films, journée de propagande réformiste. L'ONU elle-même, qui a proclamé 1975 année de la femme, fête le 8 mars avec une démagogie révoltante.

Les féministes de leur côté, célèbrent le 8 mars comme journée, non de la prolétaire, mais de la femme en général, ou mieux de la ménagère. Et pour faire leur cette journée elles doivent en altérer le sens ; c'est ainsi que, selon elles, les femmes luttèrent dans la révolution russe pour le mariage civil, les lois sur l'égalisation des droits des enfants légitimes naturels, sur le divorce, les congés de maternité, sur la libéralisation de la contraception et de l'avortement. Ceci n'est pas vrai ! Affirmer que les femmes russes luttèrent seulement pour cela, revient à ravalier leur lutte au simple niveau de revendications réformistes bourgeoises. Les prolétaires russes ne luttèrent pas seulement contre le mariage religieux ou l'infériorité juridique, mais contre tout l'ordre social existant qui déterminait aussi ces contradictions ; elles ne luttèrent pas seulement pour l'égalité juridique et une série de droits, ou pire, pour un prétendu bien-être social, mais surtout pour contribuer à l'assaut contre le capital international en vue d'un ordre social différent ; et de cela, les plus avancées étaient parfaitement conscientes. C'est pour cela qu'elles furent capables de supporter de durs sacrifices encore pendant des années, comprenant que ce qu'elles avaient obtenu sur le plan juridique n'avait pas résolu leurs problèmes, qui étaient liés à la structure encore capitaliste (quand elle n'était pas plus arriérée) de la société russe, mais avait simplement mis en évidence les racines de leurs maux.

En souvenir des ouvrières de New York, de Pétrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 mars comme journée internationale de la femme prolétaire, journée prolétarienne et communiste.

L'après-Boumediène en Algérie

(suite de la page 4)

Sur le plan social, il est inutile de dire que l'ouverture plus grande vers l'impérialisme aura certainement des conséquences très lourdes pour les prolétaires, les chômeurs et les paysans pauvres. Mais ici également, les nouveaux dirigeants peuvent se targuer d'une fidélité absolue à leur prédécesseur : c'est en 1978 en effet que la somme allouée par l'Etat au soutien des prix des produits de première nécessité a été divisée par quatre par rapport à ce qu'elle était en 1975, elle est passée d'une année à l'autre de 3.460 à 900 millions DA.

Les réformistes du PAGES s'inquiètent et désapprouvent de telles mesures, tant ils sont soucieux de préserver la paix sociale. Pour la même raison, la bourgeoisie algérienne n'était pas indifférente au pouvoir d'achat des travailleurs. Mais à l'heure de la crise, la bourgeoisie ne peut évidemment se permettre que la politique que lui offrent ses moyens de plus en plus réduits. C'est pourquoi la tendance générale du capitalisme en Algérie sera désormais de rogner sur les fameux "acquis" sociaux qui ont jusqu'ici alimenté la politique réformiste du PAGES.

Pour notre part, nos regards sont tournés vers les gigantesques luttes sociales que ne manqueront pas de provoquer les conséquences catastrophiques auxquelles aboutira nécessairement l'ouverture en grand du fragile capitalisme algérien aux capitaux et monopoles impérialistes.

ايران : لانتصار الثورة : لابد من وجود الحزب

(بقية ص 15)

ان تنفضات جماهير العمال وانصاف العمال في بلدان الاطراف ، والتي تنتج عن ضغط راسمال المال العالمي ، سواء على المناطق المعوزة لرؤوس الاموال (البيرو ، تونس ومصر) او الحائزة عليها (ايران) ، تبشر بعودة المعارك الكبرى للبروليتاريا العالمية . ان اولى هذه المعارك تطرح مسبقا بشكل مؤلم ضرورة الحزب على ارضية تضالية سيكون على المعارك المقبلة المرور بها لا محالة . ضرورة حزب يعيد ربط الخيط الاحمر الذى قطعه الثورة المضادة والانحلال الستاليني ، والذي يضع نفسه على الارضية الثابتة لبعادته وبرنامجه وتكتيكه وتنظيمه الاممية . لحزب لا يلهث وراء آآاف الصيغ الوطنية لاصلاح الانظمة البرجوازية . لحزب بتحقيقه « لتنظيم الوابي لطليعة البروليتاريا » التي فهمت ضرورة توحيد نشاطها ، في المكان ، متجاوزة مصالح المجموعات والفئات والوطنيات الخاصة ، وفي الزمان ، باخضاعها لهدف النضال النهائي والمنافع والمكاسب الجزئية التي لا تغير جوهر الهيكل البرجوازي » (11) . ويتجه امميا نحو تحطيم الرأسمالية والامبريالية ونحو الاستيلاء على السلطة السياسية ونحو تنظيم البروليتاريا في طبقة سائدة معبثاً في سبيل جارف عالي الجهد الثورى الكامن للجماهير الهائلة من انصاف البروليتاريين ومن الفلاحين الفقرا في القارات المقهورة .

ملاحظات :

- (1) : انظر في ايران ، ثورة راسمالية على طريقة الغوزاق
- (2) : انظر ، الحروب واحتدام الانتهازية دار (البرنامج الشيوي) ص 47
- (3) : عن النشرة الفرنسية (سوى) باريس 1950 ، الجزء الثاني ص 542
- (4) : « هذا ولأنا نعرف كل ذلك (حالة تضعف الجيش) فان السيد بازرقان قد الح على السيد بختيار وطى قادة الجيش بان يتم تعديل السلطة سلمياً وسرعة . فهذا كان يمكن ان يجنبنا حصل » تصريح في (ليموند 14-2-79

لاحد المقربين من الخميني غداة التمرد . وبعد 18 ساعة فقط من بدأ التمرد اعاد الخميني التأكيد في رسالة اذاعية بانّه يحيد حلا سلمياً ، ويضيف « لم اصدر بعد الامر بالحرب المقدسة ، وآمل دوما ان يقرر الشعب بصيره بصفة شرعية وعن طريق الانتخاب » . وفي هذه الأثناء كان الناطق الرسمى باسمه يصدر الاوامر للجماهير بان تسلح الاسلحة التي استولت عليها بواسطة الجنود ويعلن بانها ستوزع « عندما يحين الاوان ... » (ليموند 13-2-79) .

- (5) : تاريخ الثورة الروسية المشار اليه سابقا ص 543 .
- (6) : بيان الحزب الشيوي ، فصل - الاشتراكية الرجعية - دار نشر 18/10 . ان « تسليح الشعب » الذى اطن عه حزب الزعامات الدينية خلال اسابيع لا يمكن ان يكون سوى تسليح ميليشياته . الخاصة ضد خطر فيضان حركة العمال وجماهير الفقرا . وواقع انه لم يدع إلى التمرد بؤ كه ذلك مرة أخرى .
- (7) : « وجهت الحكومة الثورية المؤقتة التي يرأسها بازرقان نداء إلى الشعب تطلب اليه تسليم الاسلحة التي وزعها جنود سلاح الجو الذين انشقوا عن قيادات الجيش » (ليموند 13-2-1979)
- (8) : اطلقت « الحكومة الإسلامية » يوم 12 شباط (فيفري) نداء « مستجديّة الشعب بالأيهاجم التكنات والابنية الادارية » لان « هيئة الاركان العامة والحوسن الامبراطورى ومختلف قطاعات الجيش قد انضمت الى الحركة الشعبية » (ليموند 13-2)
- (9) : غداة سقوط النظام كان بازرقان يصرح « بدون مواربة بأنه يجب ألا ننظر من الحكومة المؤقتة « صنع المعجزات » وان نفي 100 % . بطالب الشعب وان تستجيب لكل مطالباته » (ليموند 14-2)
- (10) : « ايران انها العالم » مقال البروليتار عدد 281 جانفييه (كانون الثاني) 1979
- (11) : « موضوعات الجناح الشيوي المقاطع للانتخابات في الحزب الاشتراكي الايطالي » (1921) في الكراس « دفاعا عن استمرارية البرنامج الشيوي » دار البرنامج الشيوعي .

في الخليج ايضا تهاجم البرجوازية العمال المهاجرين

ولهذا عقدت البرجوازيات العربية وبرعاية من هيئة اللصوص (هيئة الامم المتحدة) في الكويت في شهر ج انفييه (ك2) الماضي ، لتنسق سياسة هجوما على العمال الاجانب . ومن هنا تشن هذه الايام حملة عنصرية كرهية ضدهم . ويتركز الهجوم على العمال غير العرب وذلك باسم شعار ديمافوجي خادع وهو الدفاع عن عروبة الخليج وذلك للاستفراق اولا بالعمال الآسيويين على امل ان لا يتحرك العمال العرب وان يدعوا البرجوازية مهاجمة الفريق الاخر . وهكذا فقد كبت جريدة الثورة (1) الناطقة باسم حزب البعث العراقي (هذا المدافع الابدي عن العروبة والحامل لكل الاسمة المزيفة) ان موجة الهجرة الاجنبية المركزة الى منطقة الخليج باتت تهدد عروبة المنطقة وتندّر بخاطر وشيك .

نعم وبكل وقاحة لتحزب لعمال العرب ضد اخوانهم من الجنسيات الاخرى . مدعجة بان رفاقهم في الشقا والعنا هم خطر على المنطقة وطى عروبتها . ان العمال العرب ليس لديهم ما يدافعون عنه في عروبة الخليج التي لاتعني في الواقع الا الدفاع عنس نرا الطبقة الحاكمة واستبدادها وعن النهب الامبريالي المسخرة له .

ان راسمالا رغم قهره الوحشي لهذه الملايين من البشر واقتلاع لها من الجذور فهو مع ذلك يحرقها من كل القيود القومية والوطنية والجنسية ، والتي ليست سوى سلاسل تقيدها وتنقل كاهلها وتفاقم استغلالها ، وليجعل منها جميعها عالا وعالا فحسب ويمنحها قوة هائلة تتمثل في عددها وتركيزها . ان عدوها هو نفسه اينما كانت فهو ذاته الذي يقيمها في فرنسا ويطردها من المانيا ويطلق النار عليها في تونس وغواتيمالا ويترص لها ويمتص دماها وشهك عضائها في كل مكان . ان عليها للانعقاد من هذه القبضة الخائفة ان لاتسمح بتفتيت قواها ، موحدة لصفوفها ومنظمة لها على اساس مصالحها الخاصة في حزب يتبناها ولا يحيد عنها ابدا .

الى القرا الساكنين في فرنسا ولكن على الخصوص الساكنين في بلدان المغرب ، حيث يصعب نشر المعلومات زودنا بالاخبار حول حياة ونضال طبقنا ! كونوا مراسلي هذه النشرة!

مئما تشن البرجوازية في كافة البلدان الاوروبية وامريكا حملة رهيبة ضد العمال المهاجرين ، هادفة من ذلك شق صفوف الطبقة العاملة باكلها لاضعاف مقاومتها وبالتالي محاولة حل الازمة الراسمالية على حساب مضاعفة بؤسها وتقتفها . فان البرجوازيات العربية تتكاتف هذه الايام لضرب الطبقة العاملة في منطقة الخليج .

فبعد الزلزال الاجتماعي العنيف الذي انطلق في ايران ، والذي كانت الطبقة العاملة الطاقة المحركة له ، حتى ومع انها لم تظهر على الساحة ببرنامجه السياسي الخاص بها) دب الرعب في قلوب شيوخ البدو وامراء الترف الذين يتقاسمون مع الامبريالية خيرات الجزيرة العربية ومنطقة الخليج ويستغلون في ظروف بالغة القسوة ملايين العمال الذين اتبهم رؤوس الاموال المتهاففة على امتصاص بحر البترول الذي تطفو عليه المنطقة .

منذ عام 1973 فقط وفد الى منطقة الخليج وليبيا اكر من ثلاثة ملايين عامل ، اكر من مليون منهم ذهبوا الى العربية السعودية ، 400 الف الى الكويت ، 400 الف الى دولة الامارات المتحدة ، 350 الف الى ليبيا ، 74 الف الى عمان ، 70 الف الى قطر ، 35 الف الى البحرين . هذا حسب الاحصائيات الرسمية والتي لا تدخل في حسابها بالطبع اعدادا كبيرة جدا ممن دخلوا المنطقة سرا ويعملون بدون اوراق في السوق السوداء في ظروف استغلال اكر قسوة وعرضة دوما للقمع والارهاب البوليسييين . ومعظم هؤلاء ياتون من بلدان غير عربية كالمهند وباكستان وافغانستان وكوريا وسيرالانكا ، ولكن ايضا من مصر وفلسطين وسوريا الخ . . .

هذا السيل العارم من العمال الاجانب بلغ حدا اصبح معه عدد السكان الاصليين في بعض حالات اقل من خمسمجموع السكان . ولكن الالم من ذلك هو ان هؤلاء يسكنون بكى المرافق الحيوية لمجموع المنطقة ويتحكمون بقطاع اساسي للاقتصاد الراسمالي كه . وطبيعي جدا ان لا يمر الزلزال الايراني دون ان يبعث بموجات قوية الى الشاطى الآخر من الخليج . من هنا كان هاجس البرجوازيات العربية استعدادا لضرب اي تحرك .

ايران : لانتصار الثورة لابد من وجود الحزب

التي يقومون بها ، بتسخيرها لتدعيم الدولة البورجوازية ستبقى الجماهير العمالية وحتى قطاعات واسعة من الفلاحين على جوعها . هذا لا يعني بان الدولة في الظروف العالمية الحالية خاصة ، قد وجدت استقرارية طويلة وان الجيش المحمبي يعلم الاسلام لن يتمكن ، عن طريق انقلاب ، من تطهير جهاز الدولة من تجمع الطبقات والشرائح البورجوازية التي تحاول ان تمنع في نفسه ، وهذا من اجل اعطاء الدولة في هذا الاعصار ، فعالية أكبر مضادة للثورة ، ومن اجل تسخير أكبر مباشرة لمتطلبات الامبريالية .

ان افضل خدمة تستطيع ان تقدمها «الثورة الاسلامية» للتاريخ في هذه الظروف الالية ، هو ان يتكف النظام السياسي الذي اقامته على حقيقته باسرع وقت ممكن ، اي النظام السياسي للبرجوازية كطبقة ، والذي يجبر البروليتاريا على الظهور بدورها كحزب على حده .

هل من الممكن لهذه الجماهير العمالية التي بعد ان افشلت خلال اشهر طويلة العرش والجيش ، ساهمت بتوجيه اللطمات الشديدة لهما ، ان تعود طوعاً الى العمل دون ان تحرك ساكناً ودون ان تحاول بالغبيرة ان تقدم مطالب طبقتها الخاصة والتي مامن برجوازية مستعدة لتحقيقها ؟ وهل من الممكن للبروليتاريا الزراعية والفلاحين الفقراء التوقف طوعاً عند عتبة تلك العلاقات من الملكية المخضرة بين ماض حالك القدم وبين علاقات الانتاج الراسمالية ؟

ان الانتفاضة «المشتركة» ضد النظام الملكي تخفي في طياتها «سؤ تفاهم» من ذلك النوع الذي حسنته البرجوازية الفرنسية بالبنادق في جوان (حزيران) 1848 ولكنه لا يخفي قطعاً عن البرجوازية الدستورية وعن رجال الدين (9) . لقد كبتنا منذ اكرم من شهر بان «الجبهة الاجتماعية الموجودة بين البروليتاريا والبرجوازية الصغيرة يجب ان تنفصم ، فالبرجوازية الصغيرة يمكن لها بالفعل ، ان تشعر بالارتياح انما وان يشلها راسالمال ، ويمكن لها حتى ان توجه ضد البروليتاريا . بينما البروليتاريا فلا يمكن لها ان تكفي بالاصلاحات التي يجري اعدادها ، خاصة في وقت التفتش وعمد حركة مقاومة اقتصادية لم تفتأ تتضاعف منذ انطلاقتها قبل ثماني سنوات . ولكن وبما ان هذا الانقسام لا ياتي سياسياً من قبل الطبقة العاملة فانه يخشى ان يتم في اسوء الظروف بالنسبة لها ، وان يبقيها دون اعداد ، مكبله بالديموقراطية الاسلامية امام الدولة ، ودون ان يبقي لها بدىلا غير الانداع او الانتفاض اليائس ، حيث هذه المرة ستكون وحدها» (10) .

(تابع ص 14)

اطلبوا هذه المطبوعة عند مقر جريدتنا

اضراب عمال التنظيف بالميترو دروس و استنتاجات

سيصدر عن قريب

الموضوعات الأساسية للحزب

تنص هذه المطبوعة النصوص التالية

- الموضوعات الأساسية للحزب (1951)

- موضوعات المؤتمر الثاني للاسمية الشيوعية حول المسألة

القنومسية والاستعمارية (1920)

- ما يتوز به حزبنا

(بقية ص 16)

تعمل مصالحها المادية وامتداداً محركاً للأولى تتصل به مع البروليتاريا ، فقد اصبحوا جميعاً الامتداد الحقيقي لهيمنة الطبقة السائدة داخل صفوف الطبقات المستغلة .

ولكن التمرد شيء ، اما الثورة والتحطيم الكامل للدولة البورجوازية القائمة ، والاستيلاء على السلطة من قبل الجماهير المتمردة فهي «آخر» . «ان التمرد» كما كتب تروتسكي في تاريخ الثورة الروسية (تابعاً من دفع اوطي لانفاضة عامه ، ومن مختلف الاحتجاجات ، والظاهرات واصطدامات الشوارع ، يمكن لم ان يجسر معه جزء من الجيش ، ويشل قوى العدو ويسقط السلطة القديمة . فهذا ما قد حصل الى حد معين في فيفري (شباط) 1917 في روسيا . ورائنا نفس هذا المشهد تقريباً في تطور الثورتين الالمانية والنمساوية - الهنغارية في خريف عام 1918 . وبما انه في هاتين الحالتين لم يكن على رأس الثائرين حزب تتملكه بحق مصالح واهداف الثورة ، فان انتصارها سيحيل السلطة لا محالة الى ايدي الاحزاب التي كانت تعارض التمرد حتى اللحظة الاخيرة» . (3)

ان للديناميكية الاجتماعية قوانينها ، مثلها مثل الفيزياء ، ولهذا بالتجديسد فان الماركسية علم . لقد وجدت الرطامات الدينية نفسها ، الحزب الوحيد للنظام الاجتماعي القائم ، بجزور اجتماعية صيقة ، موكلة بسلطة فوضها اليها التمرد الذي حاربه حتى آخر لحظة (4) . «ان الاطاحة بالسلطة القديمة شي» (يتابع تروتسكي) والاساك بالسلطة شي» آخر ، فالبرجوازية يمكن ان تستولي على السلطة خلال الثورة ، لا لأنها ثورية ، بل لأنها البرجوازية : انها تستحوذ على الملكية والتعليم ، والصحافة ، وشبكة من نقاط الاستناد ، وهرمية المؤسسات (الكيسة ، البلاط لنا) . ويختلف الحال بالنسبة الى البروليتاريا : فالطبقة العاملة المتمردة المعدومة من الامتيازات الاجتماعية ، التي يمكن ان توجد من خارجها ، لا تستطيع ان تعتمد الا على عددها وطى تمسكها ، على كؤلها ، وطى هيئته أركانها» . ولهذا بالتحديد فان «تمردات القوى الاولية» لا يمكن ان تخرج عن اطر النظام البرجوازي» (5) .

ان مأساة البروليتاريا الايرانية (وبالتالي جماهير الاحياء البروليتارية البائسة) هي مأساة البروليتاريا العالمية الناتجة عن التخبوب الستاليني ، وهي ايضا ان لا يتاح لها اي بديل الا السير بدفع من الستالينيين والماويين بركاب البرجوازية «الدستورية» والشرائح البرجوازية الاكرورجمية ، وخلف الاثمة (الشيوخ) الشيعة ، بقايا سلالة الاشتراكية القطاعية ، الذين تهكم عليهم ماركس وعسال تلك الحقبة ، بانهم (يمشلرون) بنشاط في كل اجراءات ضد الطبقة العاملة (ويتكفون) تماماً ، في حياتهم اليومية ، رغم خطاباتهم الرنانة ، مع قطف الفتح الذهبي من شجرة الصناعة» (6) .

لقد كان من الممكن للبروليتاريا ، في وضع آخر ، الارتكاز على حاجة الجماهير الواسعة الجمالية والفلاحية الفقيرة الى الاصلاحات الاجتماعية والسياسية وعلى الاهداف المباشرة للحركة ، اي اقتلاع الامتيازات الامبريالية والارستقراطية المتبرجة ، تصفية الاستبداد السياسي الههم في الدولة ، ولكن ايضا في المصانع والارياض ، وذلك من اجل تحطيم الدولة او على الاقل توجيه ضربة حاسمة تعجل بالقدوم السياسي للطبقة العاملة .

ان المأساة هي انه في غياب مثل هذا الافق ، فان البروليتاريا ليس لديها اي حل آخر غير السير خلف القوى البائعة عن استعمال الحاجة الى الاصلاحات لتدعم الدولة ضد البروليتاريا ، والسعي لاعطاء الدولة جهاز واق للخدمات اجتماعياً وسياسياً كان يفقده . الاحتكار السياسي لتحالف البلاط الملكي والامبريالية ، فالتجربة تكف سلفاً بان رجال الدين والبرجوازية الدستورية ، نعيداً عن ان يهاجموا للدولة فعلاً ، فانهم يحاولون صيانة استقلالها عن اللقى الشعبي (7) وتأمين استمرار اجبرتها الاساسية ، وخاصة التراتبية العسكرية (8) .

كعب ماركس في 18 برومير ، بان كل الثورات البرجوازية لم تفعل سوى زيادة اتقان جهاز الدولة بدلا من تحطيمه . لقد اصبح واضحا ، بان منتصرو اليوم يترزون سلفاً مهام المهزومين التاريخية ، ومن الواضح بنفس القدر بان الاصلاحات



الأممي

l'internationaliste - ei-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

مارس 1979 - عدد 3

النم: فرنسا 2 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 مليم

ايران : لانتصار الثورة لابد من وجود الحزب

ياله من درس ومن اثبات للماركسية اننا نعلم مثل معلومنا بان الاستيلاء على السلطة في البلدان الاكبر تطورا سيكون اصعب بكثير مما هو عليه في البلدان المتخلفة والمعتبرة حديثا اوفي طريقها الى التبرجز. فذلك لن يكون اصعب بسبب قدراتها العسكرية المحضة (تلك كانت هائلة ومتطورة للغاية في ايران) ولكن بسبب الامر الذي لا تملكه الراسماليات الفتية، والذي بذلت الراسماليات القديمة عشرات السنين لايمتلاكه: انه الشبكة السياسية الاجتماعية الدستورية التي تربط بجهاز دولة الطبقة السائدة لا الشرائح الثانوية للبرجوازية وللبرجوازية الصغيرة فحسب بل وعلى الخصوص الجماهير البروليتارية بحبسها في فخ البرلمانية والانتخابات وبتسيج مراض اكر فاكر من الاجراءات "الاجتماعية" ووكلاؤها في ذلك كله تلك الاحزاب والنقابات التي بدلا من ان تكون احزابا تمثل الاهداف التاريخية للطبقة العاملة وتقابسات (تابع ص 15)

انه تحت ضربات الانتفاضة الشعبية في المدن، والتي قدمت مادتها الاولية الحاسمة في الصراع، الجماهير المراكز الصناعية والعمالية وجماهير انصاف البروليتاريا في الاحياء البائسة، قد سقط النظام السياسي المدعوم من الامبريالية العالمية والمسخوزلها، والوكيل البورجوازي لعملية التراكم البدائي والموسع لرأس المال. (1)

ان هذا الزلزال الاجتماعي يرتبط بخيط واحد، على ارضية العلاقات الرأسمالية العالمية، بانتفاضات تونس ومصر والبيرو. وهذه لا تندرج على القوس التاريخي المنحدر للحركات الوطنية المضادة للاستعمار التي انطلقت بعد الحرب العالمية الثانية، بل انها تمهيد للمهزة الارضية المقبلة، التي ستكون الثوربولات الامبريالية المركز العصبي لبوادرتفجرها وحيث تنطلق غلائها اليوم من اطراف فلك الدول الكبرى، اسياد طبقات الشخيلة في الثوربولات والمستعمرات وكل الدول الصغيرة من العرق الأبيض (2).

في لظى انتفاضة اجتماعية متصلة، متأتية عن فترة ازدهار عام للرأسمالية العالمية والوطنية (لا عن حرب لو وجدت، وكانت قد لغمت سيقنا من السداخل جماهير الجنود المعسكرة) ذاب في ايران الولاة الأوحده لجيش كان احد درر التاج الامبراطوري الاميركي. فقد انشل ارهاب الهرمية العسكرية، والجماهير بحتت عن الثغرة التي توسعت بالنهاية امام فيضان التمرد وجرت خلفها فرقا حاسما من الجنود. فالخلافات بين قادة الجيش المتعلقة بامكانية تغيير النظام من الاعلى تفسر السرعة النسبية لهذا المصير، ولكنها لا تنزع عن ديناميكية الحركة الاجتماعية للقوى الاولية صحة مسارها.

ان هذه الانتفاضة، بالتاكيد، تمد جذورها في الحرب والعنف الاجتماعي للذات هذا بقوة حتى الاعاق التوازن القديم لبلد لا زال يجر خلفه ماض اجتماعي بالغ القدم مكيفا له مع اعصار التحولات البرجوازية المدوخة. ولكن بالنسبة لنا نحن الماركسيين، فان بعد هذه الانتفاضة هو عالي: الم يفعل ذلك وينفس القدر راسمال الثوربولات بتحويله المتسارع للجماهير الزراعية فيها الى بروليتاريين، وامتصاصه جموعا غفيرة من بروليتاريي "العالم الثالث" في معسكرات تشغيله الصناعية؟ الم يفعل ذلك راسمال الامبريالي بالقدر ذاته عند اعادته بناء الاقتصادات التي دمرتها الحرب؟ الم يفعل ذلك اليوم وينفس العقدار، مدفوعا بالازمة الاقتصادية، بتحطيمه لتوازن هس (ان اقنائه على المستوى التاريخي) والمائل في الازدهار الاقتصادي لخسة وعشرين سنة فقط؟

في هذا العدد

باللغة العربية

- 16 - ايران: لانتصار الثورة لابد من وجود الحزب
- 12 - مقتطفات من القاعدة التأسيسية للاممية الشيوعية
- 14 - في الخليج ايضا البرجوازية تهاجم البرجوازية العمال المهاجرين

باللغة الفرنسية

- 1 - اما ديكتاتورية البروليتاريا والا ديكتاتورية البروليتاريا
- 1 - ما بعد بومدين في الجزائر
- 2 - اخبار عالمية
- 5 - ضرورة التضامن البروليتاري الطبقي مع ضحايا القمع البرجوازي
- 6 - الاحياء المناضلة: كيف يخرب "وجبا" الس.ف.د.ت.النضال
- 7 - يحيا نمو النضالات العمالية في المغرب العربي
- 8 - ما يتميز به حزنا
- 8 - مارس: ذكرى بروليتارية وشيوعية